



DOCUMENTS À CONSERVER

Adhésion SPPF



63 boulevard Haussmann
75008 PARIS
Tél.: 01 53 77 66 55
www.sppf.com





DOCUMENTS À CONSERVER

- Qu'est-ce que la SPPF (pages 2-4)
- Statuts SPPF (pages 5-33)
- Règlement général SPPF (pages 34-60)
- Droits des producteurs (pages 61-67)
- Note explicative : application de la Convention Collective « Musiciens » (pages 68-70)
- FAQ Convention Collective Nationale De l'Édition Phonographique (CCNEP) (pages 71-74)
- Politique de confidentialité (pages 75-76)

REJOIGNEZ LA MAISON DES PRODUCTEURS INDÉPENDANTS

La **SOCIÉTÉ CIVILE DES PRODUCTEURS DE PHONOGRAMMES EN FRANCE** (SPPF) a été constituée le 23 octobre 1986 en application de la loi du 3 juillet 1985 aujourd'hui codifiée.

Les articles L. 214-5 et L. 311-6 du Code de la Propriété Intellectuelle prévoient que les droits à Rémunération Équitable (reconnus à l'article L. 214-1 du Code de la Propriété Intellectuelle) ainsi que les droits à rémunération pour Copie Privée des phonogrammes et des vidéogrammes (reconnus à l'article L. 311-1 du Code de la Propriété Intellectuelle) doivent obligatoirement être perçus par l'intermédiaire d'organismes de gestion collective (« OGC »),

Ces organismes de gestion collective doivent être constitués conformément aux dispositions du Titre II du livre III du Code susvisé et sont soumis au **contrôle du Ministre Chargé de la Culture**.

De plus, les Producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes peuvent exercer collectivement tout ou partie de leur droit exclusif d'autoriser en confiant des **Mandats** à l'organisme de gestion collective dont ils dépendent.

Le ressort territorial des Mandats peut être restreint par chaque Associé, à l'exclusion de la France, soit au moment de son adhésion à la SPPF, soit à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis de six (6) mois, à compter de la réception de la notification.

Si la notification du préavis intervient au plus tard le 30 juin, la limitation de territoire(s) prendra effet à la fin de l'année civile pendant laquelle le préavis a été notifié.

Si la notification intervient après la date susmentionnée, elle prendra effet à la fin de l'année civile suivant la date du préavis notifié.

Les Associés ont également la faculté de limiter les droits confiés à la SPPF, de demander le retrait de tout ou partie des Mandats qu'ils lui ont confiés et de démissionner, sous réserve de respecter les délais et modalités rappelés ci-dessus.

QUEL EST SON OBJET ?

La SPPF a pour objet, dans la limite des Mandats qui lui sont confiés :

- La constitution d'un Répertoire Social regroupant des phonogrammes et vidéogrammes ;
- La perception et la répartition des rémunérations dues aux Producteurs à raison de l'utilisation de leurs phonogrammes et de leurs vidéogrammes ;
- L'aide à la création, à la diffusion du spectacle vivant, au développement de l'éducation artistique et culturelle et à des actions de formation des artistes ;
- La lutte contre la piraterie, et plus généralement, la représentation et la défense de leurs droits sur le plan national, communautaire et international,

En outre, grâce à son outil informatique de gestion collective, adapté aux besoins des professionnels de la création musicale, la SPPF répond également aux attentes des utilisateurs de musique (Producteurs audiovisuels, Concepteurs - Producteurs d'œuvres ou de produits multimédia - Producteurs de services en ligne, de bases de données...) et facilite leurs démarches pour l'obtention des autorisations nécessaires à la réalisation de leurs projets dans le domaine du multimédia.

QUI LA COMPOSE ?

La SPPF est ouverte à toutes personnes physiques ou morales, Producteurs **français ou étrangers** de phonogrammes et / ou de vidéogrammes, ainsi qu'à leurs cessionnaires, concessionnaires ou mandataires habilités à exercer tout ou partie de leurs droits.

La SPPF compte aujourd'hui plus de 2 350 Associés.

COMMENT FONCTIONNE LA SPPF ?

Les Associés de la SPPF donnent **Mandat** à leur Société Civile aux fins de gérer leurs droits à rémunération pour les phonogrammes déclarés au Répertoire Social de la SPPF conformément aux dispositions de la loi. Ce Mandat obligatoire (Mandat B) fait partie intégrante de l'acte d'adhésion aux Statuts de la SPPF.

Les Associés de la SPPF donnent **Mandat** à leur Société Civile aux fins de gérer leur droit à autoriser la retransmission par câbles simultanée, intégrale et sans changement de leurs phonogrammes et/ou de leurs vidéogrammes (Mandat I obligatoire).

Dans le domaine de l'exercice du droit d'autoriser, chaque Associé a la faculté de mandater la SPPF afin que celle-ci gère collectivement ses droits, en concluant avec les utilisateurs de phonogrammes ou de vidéogrammes des Contrats Généraux d'Intérêt Commun, conformément aux dispositions de l'article L. 324-5 du Code de la Propriété Intellectuelle.

La SPPF propose aux Producteurs d'**exercer collectivement**, au nom de ses Associés, les droits de diffusion des vidéogrammes par les entreprises de communication audiovisuelle ainsi que l'exercice du droit à rémunération pour Copie Privée Audiovisuelle (Mandat C).

La SPPF propose aux Producteurs d'**exercer collectivement**, au nom de ses Associés, les droits de reproduction et de communication au public de phonogrammes pour certaines utilisations, notamment la fourniture de programmes de musique d'ambiance par les sonorisateurs professionnels et les attentes téléphoniques, l'incorporation de phonogrammes dans certaines émissions produites ou coproduites par les chaînes de télévision (Mandat D).

La SPPF propose également aux Producteurs d'**exercer collectivement**, au nom de ses Associés, le droit de reproduction de phonogrammes et vidéogrammes par les services interactifs ou équivalents (Mandat G et H).

Enfin, la SPPF propose aux Producteurs d'**exercer collectivement**, au nom de ses Associés, le droit à rémunération pour copie privée numérique des éléments d'arts visuels (Mandat K).

Pour faciliter la gestion des droits attachés aux phonogrammes et aux vidéogrammes déclarés à son Répertoire Social, la SPPF applique depuis sa création la codification internationale **ISRC** (International Standard Recording Code) qui permet

l'identification de chaque enregistrement sonore ou audiovisuel.

Le Répertoire Social géré par la SPPF comprend, à ce jour, plus de 5 millions de phonogrammes et plus de 30 000 vidéomusiques.

Afin d'assurer son fonctionnement, la SPPF prélève des frais de gestion déterminés par son Assemblée Générale Ordinaire.

Pour la gestion des phonogrammes, les taux de retenue sont les suivants :

- Pour la Copie Privée Sonore et le Droit Exclusif géré collectivement, le taux est de 8 % depuis l'année de droit 2019 ;
- Pour la Rémunération Équitable, le taux de 8,5 % pour les années de droit 2020 et 2021 a été ramené à 8 % pour l'année de droit 2022 suite à la fin de la crise sanitaire.

Pour la gestion des Vidéomusiques (Droits de diffusion et Copie Privée Audiovisuelle), le taux de retenue de 6 % s'applique toujours depuis l'année de droit 2007.

**STATUTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
DES PRODUCTEURS DE PHONOGRAMMES
EN FRANCE
(SPPF)**

Société Civile à capital variable

Siège Social : 63, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

(modifiés par les Assemblées Générales Extraordinaires de la SPPF des 15 novembre 1988, 25 juin 1996, 1^{er} juillet 1999, 25 juin 2001, 27 juin 2002, 22 juin 2004, 14 juin 2006, 28 juin 2007, 17 juin 2008, 17 juin 2009, 17 juin 2015, 26 juin 2017, 25 juin 2018, du 20 juin 2019, du 15 septembre 2020, par l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 juin 2021 et par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juin 2023)

Juin 2023

SOMMAIRE

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ	7
SIÈGE SOCIAL ET DURÉE DE LA SOCIÉTÉ.....	7
OBJET SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ	8
COMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ – ADMISSION – MANDATS (PORTÉE/ RETRAIT PARTIEL OU TOTAL)	10
APPORTS - CAPITAL SOCIAL STATUTAIRE - EFFECTIF - RÉDUCTION	13
AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL STATUTAIRE	13
VARIABILITÉ DU CAPITAL EFFECTIF	13
DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX PARTS SOCIALES	13
BUDGET	14
PERCEPTION ET RÉPARTITION DES DROITS.....	15
ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ	16
ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	18
ATTRIBUTIONS DU GÉRANT - PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	20
COMITÉ DE SURVEILLANCE	21
DÉCLARATION INDIVIDUELLE ANNUELLE DES ORGANES DE GESTION ET DE SURVEILLANCE	23
PRÉVENTION ET TRAITEMENT DES CONFLITS D'INTÉRÊTS	23
COMMISSIONS	24
ASSEMBLÉES GÉNÉRALES	24
DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTES LES ASSEMBLÉES	24
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE.....	26
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXCEPTIONNELLE	28
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE	28
INFORMATION, DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIÉS.....	29
TRANSPARENCE – CONTRÔLE	29
EXERCICE DU DROIT D'ACCÈS / DROIT D'INFORMATION	29
DROIT DE QUESTION.....	30
DÉSIGNATION D'UN EXPERT	30
DÉMISSION, EXCLUSION, RADIATION ET RETRAIT DE MANDAT	31
DISSOLUTION ET LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ	32
RÈGLEMENT GÉNÉRAL.....	32
DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	32

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 1

1.1 - Il est formé entre les comparants, et en général, tous producteurs français ou étrangers de phonogrammes et/ou de vidéogrammes - ainsi que leurs ayants cause, cessionnaires, concessionnaires, ou mandataires - qui seront admis à adhérer aux présents Statuts, une Société Civile à capital variable, ayant la qualité d'organisme de gestion collective, à but non lucratif contrôlé par ses membres, régie par les dispositions des articles 1832 et suivants du Code civil et par les dispositions du titre II du Livre III du Code de la Propriété Intellectuelle, ainsi que par les présents Statuts et par un Règlement Général, sous le nom de SOCIETE CIVILE DES PRODUCTEURS DE PHONOGRAMMES EN FRANCE (SPPF), ci-après désignée la SOCIETE.

1.2 - Les producteurs de phonogrammes et/ou de vidéogrammes et les personnes physiques ou morales habilitées à exercer les droits desdits producteurs, admis à adhérer aux présents Statuts, mandatent à titre exclusif - du fait même de leur adhésion - la SOCIETE pour exercer collectivement :

- les droits à rémunération pour l'utilisation de leurs phonogrammes et vidéogrammes, droits qu'ils détiennent ou détiendront en vertu des articles L. 214-1 et L. 311-1 du Code de la Propriété Intellectuelle ;
- les droits relatifs à l'utilisation de leurs phonogrammes et vidéogrammes, droits qu'ils détiennent ou détiendront en vertu des articles L. 213-1 alinéa 2 et L. 215-1 alinéa 2 du Code de la Propriété Intellectuelle, et ce, dans les limites statutaires ci-après définies ;
- tous droits analogues dévolus aux producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes, en France et à l'étranger, par les lois nationales et les Conventions internationales, chaque fois que ces droits doivent ou devront faire l'objet d'un exercice collectif.

SIÈGE SOCIAL ET DURÉE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 2

2.1 - Le siège de la SOCIETE est fixé :

63, boulevard Haussmann – 75008 PARIS

Il pourra être transféré par décision du Conseil d'Administration dans tout autre endroit de la même ville ou des départements limitrophes. Le Gérant est autorisé à modifier les Statuts et à effectuer toutes les formalités de publicité légale et de modification de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés.

2.2 - La durée de la SOCIETE est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans, qui commenceront à courir à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

2.3 - Un an avant la date d'expiration de la SOCIETE, l'Assemblée Générale Extraordinaire sera réunie dans les conditions, prévues à l'article 13 des Statuts, à l'effet de décider de sa prolongation.

OBJET SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 3

3.1 - La SOCIETE a pour objet :

1/ L'exercice collectif des droits patrimoniaux des producteurs de phonogrammes et/ou de vidéogrammes, notamment :

- les droits à rémunération reconnus par les articles L. 214-1 et L. 311-1 du Code de la Propriété Intellectuelle ;
- les droits exclusifs à caractère patrimonial relatifs à l'utilisation des phonogrammes et vidéogrammes reconnus par les articles L. 213-1 alinéa 2 et L. 215-1 alinéa 2 du Code de la Propriété Intellectuelle ;
- tous droits analogues dévolus aux producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes en France et à l'étranger par les lois nationales et les Conventions internationales chaque fois que ces droits font l'objet d'un exercice collectif.

2/ La conclusion de Contrats Généraux d'Intérêt Commun avec les utilisateurs de phonogrammes ou de vidéogrammes dans le but d'améliorer la diffusion de ceux-ci et de promouvoir le progrès technique ou économique, et ce, dans la limite des Mandats que, soit tout ou partie des Associés de la SOCIETE, soit des organismes français ou étrangers ayant le même objet, lui donneront.

3/ La discussion et la conclusion d'accords spécifiques avec chaque catégorie d'utilisateurs des phonogrammes pour fixer le barème et les modalités de versement de la rémunération, visée au 1/ ci-dessus, due aux producteurs de ces phonogrammes, ainsi que pour fixer les modalités d'établissement et de fourniture des éléments documentaires indispensables à la répartition de ces rémunérations.

4/ La participation pour le compte de ses Associés à toute Commission créée en application des dispositions du Code de la Propriété Intellectuelle, ainsi qu'à toute négociation ayant pour objet de définir et de fixer les conditions d'exercice des droits des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes.

5/ La constitution de tous organismes de gestion collective communs avec d'autres organismes de même nature, ou l'adhésion à tous organismes de gestion constitués ayant le même objet ou poursuivant les mêmes buts que ceux définis aux présents Statuts, ainsi que la constitution de tous Groupements d'Intérêt Economique ou autres groupements avec ces organismes de gestion collective, aux fins de mettre en commun des moyens adaptés à la gestion des droits relevant de l'objet de la SOCIETE.

6/ La conclusion de contrats de représentation avec des organismes français ou étrangers ayant le même objet ou poursuivant les mêmes buts que ceux définis aux présents Statuts et l'exercice et la gestion des droits ainsi confiés par ces organismes.

7/ La constitution du Répertoire Social de la SOCIETE à partir des phonogrammes et vidéogrammes déclarés par ses Associés, et l'exploitation de ce Répertoire conformément aux buts définis aux présents Statuts.

8/ La perception et la répartition des rémunérations dues aux producteurs de phonogrammes, aux artistes-interprètes de ceux-ci, ou à leurs ayants cause à titre particulier du fait de l'utilisation des phonogrammes ou des vidéogrammes, que les rémunérations soient perçues dans le cadre de la gestion collective obligatoire ou volontaire ou dans le cadre d'une licence légale.

- soit en vertu des lois et conventions internationales lorsqu'elles prescrivent l'exercice collectif des droits des producteurs de phonogrammes ou vidéogrammes, des artistes-interprètes de ceux-ci, ou de leurs ayants-cause à titre particulier,
- soit en vertu des contrats généraux qui sont ou seront passés avec les utilisateurs des phonogrammes ou des vidéogrammes,
- soit en vertu des accords collectifs entre les organismes représentant les producteurs de phonogrammes et ceux représentant les artistes-interprètes.

9 / L'utilisation par ses propres moyens et par affectation à des organismes tiers d'une partie des rémunérations dues aux producteurs de phonogrammes (dans l'exercice collectif de leurs droits et au minimum dans les limites fixées par les dispositions du Code de la Propriété Intellectuelle en vigueur) à des fins d'aide à la création, à la diffusion du spectacle vivant, au développement de l'éducation artistique et culturelle et à des actions de formation d'artistes et l'adhésion aux organismes tiers bénéficiaires de ces fonds.

10 / La protection des droits reconnus aux producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes, notamment par le contrôle de l'utilisation de ces phonogrammes et vidéogrammes, et par la constatation des atteintes portées aux dits droits par des agents assermentés, agréés par le Ministre chargé de la Culture.

11 / L'action en justice, en demande ou en défense, par toutes voies judiciaires ou extrajudiciaires, pour faire reconnaître les droits qu'elle exerce en son nom propre ou au nom de ses Associés et pour faire cesser et sanctionner toute infraction aux dits droits.

12 / La défense de l'intérêt collectif de la profession exercée par ses membres et la détermination des règles professionnelles en rapport avec leur activité.

13 / D'une façon générale, la défense des intérêts matériels et moraux de ses Associés ou de leurs ayants cause à titre particulier, en vue et dans la limite de l'objet social, ainsi que la détermination de règles morales professionnelles en rapport avec l'activité de ses Associés.

14 / Une action de prévoyance, de solidarité et d'entre aide par la constitution et le versement de prestations dans le cadre d'œuvres sociales.

15 / Une action culturelle, par la mise en œuvre de moyens techniques et financiers propres à valoriser le Répertoire Social de la SOCIETE, en France comme à l'étranger, et à en assurer la promotion auprès du public.

16 / Assurer des prestations de services de nature administrative et financière auprès d'autres organismes français et étrangers facilitant l'utilisation des phonogrammes et vidéogrammes ou favorisant la promotion du progrès technique ou économique, ou permettant une meilleure efficacité économique.

COMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ – ADMISSION – MANDATS (PORTÉE/ RETRAIT PARTIEL OU TOTAL)

ARTICLE 4

4.1 - La SOCIETE se compose d'Associés, personnes physiques ou morales :

- Producteurs français ou étrangers de phonogrammes et / ou de vidéogrammes, leurs ayants cause, cessionnaires, concessionnaires ou mandataires, habilités soit en leur qualité de producteur, soit par contrat à exercer tout ou partie des droits reconnus aux dits producteurs par la législation française, les traités et les conventions internationales applicables en France ;
- Fondateurs ayant adhéré aux Statuts et satisfait à toutes leurs obligations envers la SOCIETE.

4.2 - La qualité d'Associé fondateur ne confère aucun titre et aucune prérogative particulière.

4.3 - Les conditions d'admission et le statut d'Associé de la SOCIETE sont déterminés par les Statuts et le Règlement Général.

Du fait même de son adhésion, chaque Associé aura également la faculté de mandater la SOCIETE dans les conditions qui seront définies par l'Assemblée Générale ou le Conseil d'Administration, aux fins d'exercer tout ou partie des droits à autoriser l'utilisation des phonogrammes et des vidéogrammes qu'ils auront déclarés à la SOCIETE en concluant des contrats Généraux d'Intérêt Commun avec les différentes catégories d'utilisateurs des phonogrammes ou des vidéogrammes en application des dispositions de l'article L. 324-5 du Code de la Propriété Intellectuelle.

4.4 - Les Mandats confiés par un Associé à la SOCIETE sont les suivants :

- les Mandats obligatoires (A) pour les membres fondateurs, (B) et (I), valant acte d'adhésion aux Statuts de la SOCIETE.

Leur retrait partiel ou intégral, dans les conditions visées à l'article 4.11 des Statuts, entraîne ipso facto la démission de l'Associé.

Ces Mandats ont pour objet les rémunérations visées aux articles L. 214 -1 (la rémunération équitable pour la radiodiffusion et la communication directe au public dans les lieux publics), L. 217-2 (la retransmission par câble, simultanée, intégrale et sans changement de leurs phonogrammes et/ou vidéogrammes sur le territoire national), L. 311-1 (la rémunération pour copie privée des phonogrammes) du Code de la Propriété Intellectuelle.

- Les Mandats facultatifs (C, D, G, H et K), dont le retrait total ou partiel, dans les conditions visées à l'article 4. 11 des Statuts, n'entraîne pas ipso facto la démission de l'Associé.

En application de l'article L. 324-4 du Code de la Propriété Intellectuelle, tout Associé peut octroyer lui-même des autorisations d'exploitation de ses phonogrammes ou de ses vidéogrammes pour des utilisations ne donnant lieu à aucun avantage commercial ou promotionnel. Ces utilisations doivent porter sur des exploitations qui ne génèrent aucune recette, de quelque nature qu'elle soit, directement ou indirectement. Cette faculté s'exerce sous réserve d'en informer la SOCIETE par écrit préalablement auxdites exploitations.

Pour les vidéogrammes :

- Le Mandat (C) a pour objet l'exercice collectif du droit des producteurs de vidéogrammes à autoriser le droit de communication intégrale ou partielle au public ou à certaines catégories du public et de reproduction totale ou partielle lorsque cette reproduction est destinée à permettre cette communication visée à l'article L. 215-1, la rémunération visée à L. 311-1 (la rémunération pour copie privée des vidéogrammes) du Code de la Propriété Intellectuelle.
- Le Mandat (H) a pour objet l'exercice collectif du droit des producteurs de vidéogrammes à autoriser la reproduction et la communication de leurs vidéogrammes par les services

interactifs ou équivalents).

Pour les phonogrammes :

- Le Mandat (D) a pour objet l'exercice collectif du droit des producteurs de phonogrammes à autoriser la reproduction et la communication au public de leurs phonogrammes).
- Le Mandat (G) a pour objet l'exercice collectif du droit des producteurs de phonogrammes à autoriser la reproduction et la communication de leurs phonogrammes par les services interactifs ou équivalents).

Pour les phonogrammes et les vidéogrammes :

- Le Mandat (K) a pour objet l'exercice des droits des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes au titre de la copie privée de leurs phonogrammes ou vidéogrammes sous forme d'éléments des arts visuels).

4.5 - Territoires :

La SOCIETE exerce son activité en France et à l'étranger. Toutefois, le ressort territorial des Mandats pourra être restreint par chaque Associé, à l'exclusion de la France, soit au moment de son admission à la SOCIETE, soit à tout moment par lettre Recommandée A.R. à la SOCIETE avec un préavis de six (6) mois à compter de la réception de la notification.

Si la notification du préavis intervient au plus tard le 30 juin, la limitation de territoire(s) prendra effet à la fin de l'année civile pendant laquelle le préavis a été notifié.

Si la notification intervient après la date susmentionnée, elle prendra effet à la fin de l'année civile suivant la date du préavis notifié.

L'extension territoriale des Mandats sera notifiée par l'Associé à la SOCIETE par lettre Recommandée A.R. : elle prendra effet immédiatement.

4.6 - Limitation des Mandats :

Les Associés auront la faculté de limiter les droits confiés à la SOCIETE dans le cadre des mandats facultatifs, soit à l'adhésion, soit par notification ultérieure par lettre Recommandée A.R. à la SOCIETE avec un préavis de six (6) mois à compter de la réception de la notification, à la condition que pour des raisons de gestion efficiente des droits confiés à la SOCIETE et de sécurité juridique pour les utilisateurs, les droits restant concédés à la SOCIETE constituent, une catégorie homogène de droits, (à titre d'exemple : les droits relatifs à l'utilisation de phonogrammes radio télévisuelle de tous les phonogrammes de l'Associé, pour toutes les diffusions assurées sur le territoire national et faisant l'objet de Contrats Généraux d'Intérêt Commun avec les organismes de diffusion).

Si la notification du préavis intervient au plus tard le 30 juin, la limitation des Mandats facultatifs prendra effet à la fin de l'année civile pendant laquelle le préavis a été notifié.

Si la notification intervient après la date susmentionnée, la limitation prendra effet à la fin de l'année civile suivant la date du préavis notifié.

4.7 - Portée des Mandats :

Les actes d'adhésion aux Statuts de la SOCIETE matérialisés par les mandats obligatoires, ainsi que les mandats facultatifs de gestion qui sont confiés à la SOCIETE par ses Associés portent sur les droits antérieurs, dès lors qu'ils n'ont pas été exercés, soit directement par les Associés, soit indirectement par la société de gestion collective à laquelle ils avaient adhéré, et sur les droits futurs dont ils bénéficient par les conventions internationales, les directives communautaires et le droit interne

régiissant la propriété intellectuelle, que ces droits soient nés antérieurement à la date de signature du mandat ou qu'ils soient nés pendant la durée du mandat.

4.8 - Usage conjoint d'un droit à autorisation et d'un droit à rémunération :

Les Mandats dévolus à la SOCIETE habilite celle-ci à exercer le droit d'autorisation, défini à l'article L. 213-1 du Code de la Propriété Intellectuelle, chaque fois que les conditions d'autorisation des Contrats Généraux d'Intérêt Commun à conclure avec un utilisateur ou une catégorie d'utilisateurs mettent en jeu conjointement le droit à rémunération équitable de l'article L. 214-1 du Code de la Propriété Intellectuelle et sans que les produits issus du droit à rémunération équitable et les produits du droit à autorisation puissent être distingués.

4.9 - Spectacles publics :

Le Mandat facultatif (D) dévolu à la SOCIETE s'appliquera, sauf volonté contraire de l'Associé, au droit d'autoriser la communication directe des phonogrammes à l'occasion d'un spectacle tel que visé à l'article L. 214-1 1°) du Code de la Propriété Intellectuelle.

L'intention contraire découlera, soit de la réserve en ce sens exprimée à l'adhésion, soit d'une notification par lettre Recommandée A.R. à la SOCIETE, avec un préavis de six (6) mois à compter de la réception de la notification.

Si la notification du préavis intervient au plus tard le 30 juin, la limitation du Mandat facultatif prendra effet à la fin de l'année civile pendant laquelle le préavis a été notifié.

Si la notification intervient après la date susmentionnée, la limitation prendra effet à la fin de l'année civile suivant la date du préavis notifié.

4.10 - Exclusion des utilisations à des fins publicitaires :

Sauf intention contraire découlant d'une notification expresse de la part de chaque Associé, les utilisations à caractère publicitaire restent de son ressort.

4.11 - Durée des Mandats / Préavis de retrait des Mandats :

La durée des Mandats obligatoires visés ci-dessus sera celle de l'adhésion aux Statuts ; chaque Associé pourra retirer ses Mandats sous la condition d'un préavis de six (6) mois à compter de la réception de la notification, notifié à la SOCIETE par lettre Recommandée A.R.

Si la notification du préavis intervient au plus tard le 30 juin, le retrait de Mandat prendra effet à la fin de l'année civile pendant laquelle le préavis a été notifié.

Si la notification intervient après la date susmentionnée, le retrait prendra effet à la fin de l'année civile suivant la date du préavis notifié.

En cas de démission ou de limitation de mandat notifiée dans les conditions de forme et de délai prévues ci-dessus, la SOCIETE continuera de gérer les droits de l'Associé concerné jusqu'à la date de prise d'effet précisée aux Statuts.

Le retrait partiel ou total des mandats obligatoires valant démission de l'Associé, l'Associé se voit restituer sa part de capital social à sa valeur nominale dans les conditions prévues à l'article 5 du Règlement Général.

APPORTS - CAPITAL SOCIAL STATUTAIRE - EFFECTIF - RÉDUCTION

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL STATUTAIRE

VARIABILITÉ DU CAPITAL EFFECTIF

ARTICLE 5

5.1 - Le capital de fondation souscrit lors de la constitution de la SOCIETE s'élève à 1 836 euros (MILLE HUIT CENT TRENTE-SIX EUROS).

5.2 - Le capital statutaire est fixé à 441 000 euros (QUATRE CENT QUARANTE ET UN MILLE EUROS).

Le capital social de la SOCIETE est variable. Il est constitué des apports en numéraire des Associés qui sont tenus d'acquitter un droit d'entrée en contrepartie de leur adhésion à la SOCIETE, dont le montant est fixé par le Conseil d'Administration.

La part de capital social est fixée depuis 2002 à 153 euros (CENT CINQUANTE-TROIS EUROS).

5.3 - Le capital effectif représente la fraction du capital statutaire souscrit par les Associés à un moment donné de la vie sociale.

5.4 - Sur décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés, le capital social statutaire peut être augmenté en une ou plusieurs fois par la création de parts nouvelles, exclusivement en représentation d'apports en espèces pouvant résulter de l'adhésion de nouveaux Associés.

L'Assemblée fixe également les conditions de création de ces nouvelles parts ou peut déléguer ses pouvoirs au Gérant à cet effet.

5.5 - L'Assemblée Générale Extraordinaire peut décider la réduction du capital social, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit.

5.6 - Le capital effectif subit des augmentations ou des réductions par suite de reprises d'apports, totales ou partielles, effectuées par les Associés, soit de souscriptions nouvelles émanant d'anciens ou de nouveaux Associés.

5.7 - Les réductions du capital effectif sont limitées de telle sorte que le capital social libéré par les Associés soit au moins égal à 10 % (DIX POUR CENT) du capital statutaire le plus élevé atteint depuis la constitution de la SOCIETE.

DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX PARTS SOCIALES

ARTICLE 6

6.1 - Le capital social est divisé en parts égales qui sont attribuées à raison d'une part par personne physique ou morale associée, ou fondateur ou admise à adhérer aux présents Statuts.

6.2 - Les parts de capital social ne sont représentées par aucun titre. La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux Statuts et au Règlement Général de la SOCIETE ainsi qu'aux décisions collectives des Associés.

6.3 - La qualité de porteur de parts ouvre droit à disposer aux Assemblées Générales Ordinaires, Exceptionnelles ou Extraordinaires, d'une voix au moins par Associé, ayant satisfait à toutes ses obligations envers la SOCIETE à la date de convocation desdites Assemblées.

ARTICLE 6 BIS

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit le bénéfice au droit de communication défini à l'article L. 326-5 du Code de la Propriété Intellectuelle.

Les modalités d'exercice de ce droit sont fixées à l'article 17 des Statuts. L'exercice de ce droit oblige tout Associé à une stricte confidentialité à l'égard des informations et documents dont il a eu connaissance.

BUDGET

ARTICLE 7

7.1 - Les charges de la SOCIETE sont constituées par l'ensemble des frais nécessaires au fonctionnement de la SOCIETE et à la réalisation son objet social, comprenant notamment :

- les frais généraux d'administration, de perception, de recouvrement, de répartition et d'audit ;
- les frais judiciaires ainsi que les frais d'études et de communication nécessités par la défense des droits et intérêts de la SOCIETE et de ses associés, et plus généralement de la profession de producteur de phonogrammes et de vidéogrammes ;
- les fonds d'œuvres sociales et d'actions culturelles,

7.2 - Pour faire face à ses charges, les recettes de la SOCIETE sont constituées :

- par un prélèvement en pourcentage sur le montant des droits au stade de leur perception et / ou au stade de leur répartition.

Ce pourcentage peut être différent selon les secteurs de perception et/ou de répartition de droits. Ce pourcentage de prélèvement est fixé provisionnellement par le Conseil d'Administration, au début de chaque exercice selon la nature et l'origine des droits, conformément à la politique générale des déductions arrêtée par l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration a la faculté de modifier ce pourcentage aussi souvent que nécessaire, même en cours d'année, pour assurer l'équilibre du compte de gestion et la continuité de l'activité de la SOCIETE, sous réserve que les prélèvements au titre des frais de gestion n'excèdent pas les coûts justifiés qui sont supportés par la SOCIETE.

A la fin de chaque exercice, le Conseil d'Administration fixe définitivement le taux des retenues pratiquées.

7.3 - Sont inscrits dans un compte spécial dit de "Sécurité" :

- les intérêts des sommes perçues et celles en instance de répartition et d'une manière générale les produits des placements effectués à partir de ces sommes.

- les redevances portées au crédit du compte des Associés ou de leurs ayants droit non réclamées par ces derniers après une période de cinq (5) années en application de l'article 27 du Règlement Général ;
- les sommes non répartissables perçues dans le cadre de la gestion collective obligatoire en application des articles L. 214-1, L. 217-2 et L. 311-1 du Code de la Propriété Intellectuelle et qui n'ont pu être réparties avant l'expiration du délai légal de prescription des droits de cinq (5) ans défini à l'article L. 324-16 dudit Code.
- Ces sommes doivent obligatoirement et intégralement être affectées à des actions culturelles et peuvent être utilisées, dès la fin de la troisième année suivant la fin de l'exercice social au cours duquel elles ont été perçues, conformément à la politique générale d'utilisation des sommes non répartissables arrêtée par l'Assemblée Générale, et ce, sans préjudice des demandes de paiement de droits non prescrits.
- les sommes perçues dans le cadre de la gestion collective volontaire, autres que celles prévues à l'article L. 324-17, 2°) du Code de la Propriété Intellectuelle, qui n'ont pu être réparties, notamment parce que les ayants droit n'ont pu être identifiés ou localisés, avant l'expiration du délai légal de prescription des droits de cinq (5) ans prévu à l'article L. 324-16 dudit Code.
- les intérêts des sommes placées provenant du capital social ;
- les dons, subventions, libéralités de toutes natures ainsi que les amendes et dommages et intérêts et indemnisation de préjudice que la SOCIETE peut être amenée à recevoir.

7.4 - En cas de dépassement du montant des charges sur celui des recettes, le Conseil d'Administration pourra prélever sur le compte de "Sécurité" les sommes nécessaires pour parfaire l'équilibre, à l'exception des sommes non répartissables qui doivent être affectées aux actions culturelles et artistiques et des produits financiers des sommes perçues ou en instance de répartition qui doivent être répartis aux Associés.

PERCEPTION ET RÉPARTITION DES DROITS

ARTICLE 8

8.1 - En application des dispositions de l'article L. 324-6 du Code de la Propriété Intellectuelle, les associations ayant un but d'intérêt général bénéficieront d'une réduction de 5 % par rapport aux rémunérations normalement dues à la SOCIETE en contrepartie de l'utilisation des phonogrammes, constituant son Répertoire Social, au cours des manifestations ne donnant pas lieu à entrée payante qu'elles organisent à la condition qu'elles en aient fait la demande préalable auprès de la SOCIETE dans les quinze (15) jours précédant la date de ces manifestations et justifiées qu'elles remplissent les conditions requises pour se voir appliquer les dispositions de l'article L. 324-6 susvisé.

8.2 - Les Associations ayant un but d'intérêt général dont l'objet social et l'activité essentielle consistent en la promotion de la création, de la diffusion et de l'éducation musicale, ainsi que celles qui relèvent des dispositions de l'article L. 132-21 du Code de la Propriété Intellectuelle sur la propriété littéraire et artistique, peuvent bénéficier, pour les manifestations ne donnant pas lieu à entrée payante qu'elles organisent, dans le cadre de leur activité normale, d'une réduction supérieure à celle visée au 8.1 ci-dessus, à la condition d'avoir conclu, avec la SOCIETE, directement ou par

l'intermédiaire de leurs fédérations nationales des Contrats Généraux d'Intérêt Commun applicables à ces manifestations et fixant les modalités de cette réduction.

8.3 - Les rémunérations perçues par la SOCIETE sont réparties entre les Associés, sous réserve des sommes affectées aux actions culturelles et artistiques en application de l'article L. 324-17 du Code de la Propriété Intellectuelle et des sommes inscrites au compte spécial de "Sécurité", selon les modalités prévues éventuellement par le Règlement Général et conformément aux décisions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée des Associés, soit sur la base du prorata temporis d'utilisation des phonogrammes et des vidéogrammes, soit par toute méthode de sondage ou de détermination par analogie.

8.4 - Les rémunérations provenant de l'exercice des droits confiés à la SOCIETE, relevant d'une gestion collective obligatoire, volontaire ou de licences légales, sont perçues par elle conformément à ses conditions et ses barèmes, ou le cas échéant, à des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi qu'en application des contrats généraux d'intérêt commun conclus par la SOCIETE avec les usagers de phonogrammes et de vidéogrammes.

Les rémunérations peuvent également être perçues en France par l'intermédiaire d'organismes de gestion collective communs constitués pour un objet précis, conforme à l'objet social de la SOCIETE et, à l'étranger par les organismes avec lesquels la SOCIETE est liée par contrat de représentation ou de réciprocité.

8.5 - La date et la périodicité des répartitions de droits sont décidées par le Conseil d'Administration. Sauf en cas de motif légitime et notamment le manque d'information permettant l'identification ou la localisation des Associés bénéficiaires, la mise en répartition individualisée au titulaire des droits intervient au plus tard dans le délai de neuf (9) mois à compter de la fin de l'exercice au cours duquel les revenus provenant de l'exploitation des droits ont été perçus par la SOCIETE, étant précisé qu'il convient d'entendre par répartitions la date des répartitions provisionnelles pour le calcul du délai susvisé.

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 9

9.1 - La SOCIETE est administrée par un Conseil d'Administration composé de quinze (15) membres élus parmi les personnes physiques ou morales associées.

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que les besoins de la SOCIETE l'exigent et au moins une (1) fois tous les deux (2) mois.

Une société et l'ensemble des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ne peut avoir plus d'un représentant au Conseil d'Administration.

Ne peuvent être membre du Conseil d'Administration :

- Les entreprises de communication audiovisuelle, au sens de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, Associés de la SOCIETE en qualité de producteur de phonogrammes.

Seul le Président du Conseil d'Administration aura qualité de Gérant de la SOCIETE à l'égard des tiers, sous réserve des pouvoirs attribués par la loi et les présents Statuts au Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales.

9.2 - Sont inéligibles au Conseil d'Administration, pendant une durée de cinq (5) ans :

- Les Associés ayant fait l'objet d'une mesure disciplinaire de la part de la SOCIETE dans les conditions prévues au Règlement Général ou de la part d'un organisme de gestion collective ou d'un organisme de gestion indépendant de droits d'auteur ou de droits voisins durant les cinq (5) dernières années pour : contrefaçon, plagiat, fausses déclarations, infractions aux Statuts et au Règlement Général de la SOCIETE ;
- Les Administrateurs qui ont fait l'objet d'une révocation par l'Assemblée Générale.

Serait d'office déclaré démissionnaire tout membre du Conseil d'Administration qui, au cours de son mandat, viendrait à se trouver dans l'un des cas susvisés.

9.3 - Les membres du Conseil d'Administration sont élus pour trois (3) ans par l'Assemblée Générale Ordinaire des Associés et ils sont rééligibles.

Le Règlement Général fixe les conditions de présentation des candidatures.

Le tiers (1/3) de ses membres est renouvelé chaque année.

9.4 - A égalité de voix, le bénéfice de l'élection jouera en faveur du candidat le plus ancien comme Associé.

9.5 - Les personnes morales, membres du Conseil d'Administration, doivent s'y faire représenter par des personnes physiques habilitées par la loi et les décisions sociales et qui ne peuvent être extérieures à l'entreprise.

Toutefois, les personnes physiques qui seront désignées pour représenter en lieu et place des représentants légaux, devront avoir la capacité d'engager la personne morale.

Par suite de décès, de démission ou de révocation du représentant désigné, la société concernée pourra désigner une nouvelle personne physique, choisie comme prévu à l'alinéa précédent, qui sera substituée à son prédécesseur.

9.6 - Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres, au scrutin secret, un Bureau composé d'un Président, de six (6) Vice-Présidents, d'un Secrétaire Général, d'un Trésorier et d'un Trésorier Adjoint.

Les membres du Bureau sont élus aux conditions prévues à l'article 29 du Règlement Général et sont révocables.

En cas de démission ou de décès d'un membre du Conseil d'Administration en cours de mandat ou en cas de révocation par l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration peut coopter tout Associé éligible au regard des dispositions de l'article 9.1 et 9.2 des Statuts pour le remplacer jusqu'à l'Assemblée Générale annuelle suivante.

Le membre du Conseil d'Administration ainsi élu ne demeurera en fonction que jusqu'à la date d'expiration du mandat de son prédécesseur.

Le Bureau assure, en relation avec le Directeur Général qui y participe, le bon fonctionnement de la SOCIETE. Il veille à la bonne exécution des décisions prises par le Conseil d'Administration.

Il se réunit à la demande du Président, aussi souvent que les besoins de la SOCIETE l'exigent.

9.7 - Les membres du Bureau sont élus pour la durée de leur fonction de membre du Conseil d'Administration.

9.8 - Un administrateur peut être révoqué, pour motif grave par l'Assemblée Générale, après avoir été mis en mesure de présenter ses observations éventuelles à cette dernière, sur demande du Conseil d'Administration ou du Comité de surveillance, rassemblant les deux tiers des voix de leurs membres participant au vote présents ou représentés.

9.9 - Tout membre du Conseil d'Administration absent à plus de quatre (4) séances consécutives du Conseil d'Administration, sauf congé régulier ou excuse valable, est considéré comme démissionnaire.

Dans ce cas, il sera pourvu au siège vacant dans les conditions prévues à l'article 9.6 ci-dessus.

9.10 - Les fonctions de membre du Conseil d'Administration sont gratuites ; toutefois, des indemnités mensuelles pour frais de représentation ou de déplacement peuvent leur être attribuées par décision du Conseil d'Administration, le détail de ces indemnités devant faire l'objet d'un document spécial joint aux documents de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle et devra être approuvée par elle.

9.11 - Le Conseil d'Administration ne peut siéger valablement que s'il réunit la majorité des Membres le composant, qu'ils soient présents ou représentés.

9.12 - Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés, chaque membre ne pouvant détenir plus de trois (3) pouvoirs.

Tout Administrateur personnellement intéressé à une décision quelle qu'elle soit doit se retirer pendant le temps de la délibération et du vote le concernant ; il est tenu compte de ce retrait dans le calcul de la majorité nécessaire au vote de la décision.

Les membres du Conseil d'Administration, ainsi que toute personne entendue par ce dernier sont tenus au respect de la plus stricte confidentialité.

9.13 - En cas de partage des voix, celle du Président ou, en son absence, celle du Président de Séance est prépondérante.

9.14 - Les termes des procès-verbaux sont approuvés, après lecture, au cours de la séance suivante et sont transcrits sur un registre tenu à cet effet. Ces procès-verbaux, en cas de vote nominatif, porteront le nom des administrateurs ayant pris part au vote, et le sens de chaque vote, également en cas de vote à main levée (soit le nombre des « Pour », des « Contre » et des absentions).

9.15 - Le procès-verbal de chaque séance doit être signé par le Président ou par l'un des six Vice-Présidents, par le Secrétaire Général ou par le Trésorier et par le Directeur Général.

9.16 - Le Conseil d'Administration aura la faculté de délibérer à huis clos chaque fois qu'il le jugera nécessaire, pour des motifs dont il sera fait état au procès-verbal.

ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 10

10.1 - Sous réserve des pouvoirs dévolus à l'Assemblée Générale ou au Comité de surveillance, le Conseil d'Administration dispose des compétences les plus étendues pour administrer la SOCIETE, agir en son nom et réaliser ou autoriser tout acte et opérations relatifs à son objet social.

Ses décisions s'imposent à tous les Associés et aux titulaires de droits non associés, ayant mandaté la SOCIETE pour la gestion de tout ou partie de leurs droits.

10.2 - Dans le respect des pouvoirs dévolus à l'Assemblée Générale, le Conseil traite, contracte, plaide, transige, adhère, compromet, prononce l'admission à adhérer aux présents Statuts des postulants, et fait accomplir, d'une manière générale, tous les actes d'administration au nom de la SOCIETE.

10.3 - Il aura le pouvoir de faire procéder à des Audits, notamment aux fins de valider les procédures de perception et de répartition et les déclarations des Associés.

10.4 - Il aura notamment le pouvoir d'acquérir et d'aliéner à titre onéreux ou gratuit tant en matière mobilière qu'immobilière.

10.5 - Il désigne le Directeur Général de la SOCIETE qui ne peut être choisi parmi les Associés ou leur personnel et établit avec lui les conditions de son contrat d'engagement et l'étendue de ses pouvoirs ; il révoque dans les mêmes conditions. Il peut également lui allouer une prime annuelle.

10.6 - Il dispose des fonds sociaux et en règle le placement.

10.7 - Il accepte ou refuse les subventions ou les libéralités faites à la SOCIETE.

10.8 - Il autorise les dépenses, conclut tous baux ou locations, fixe les prélèvements en pourcentage, provisoires et définitifs, des retenues effectuées sur les perceptions et / ou sur les répartitions de droits nécessaires pour couvrir les frais de fonctionnement de la SOCIETE.

10.9 - Il désigne les représentants de la SOCIETE au sein des organes représentatifs des sociétés et organismes auxquels elle participe ou adhère.

10.10 - Il arrête les comptes annuels et établit le rapport de transparence annuel prévu à l'article L. 326-1 du Code de la Propriété Intellectuelle.

10.11 - Il propose et soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale la politique générale de répartition des sommes dues aux titulaires de droits.

10.12 - Il arrête le budget des actions d'aide à la création, à la diffusion du spectacle vivant, au développement de l'éducation artistique et culturelle, et des actions de formation d'artistes.

10.13 - Il propose et soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale toutes modifications de ses Statuts et de son Règlement Général.

10.14 - Il a qualité pour contracter, dans l'intérêt des Associés, avec des organismes français ou étrangers dans le cadre de l'objet social de la SOCIETE et notamment pour la constitution d'organismes de gestion collective communs avec d'autres organismes de gestion collective.

10.15 - Il règle les rapports généraux de ses Associés ou de ses membres entre eux et avec la SOCIETE, statue sur toute contestation et cas litigieux en matière d'adhésion, de refus d'éligibilité et prend toute sanction et mesure disciplinaire, et en particulier, décide de toute exclusion ou radiation sous réserve du respect des dispositions de l'article 20.1 des Statuts.

10.16 - En fonction de la politique générale arrêtée par l'Assemblée Générale, il définit les critères et modalités de répartition des droits que la SOCIETE perçoit, directement ou indirectement, générés par l'exploitation de son Répertoire Social ainsi que ceux relatifs aux sommes non répartissables.

ATTRIBUTIONS DU GÉRANT - PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 11

11.1 - Le Président du Conseil d'Administration est Gérant de la SOCIETE. Il est investi des pouvoirs les plus étendus, qu'il exerce sous réserve des dispositions de l'article 10 des Statuts.

Il préside les séances du Conseil d'Administration de la SOCIETE. En son absence, le Conseil d'Administration désignera parmi les 6 Vices-Présidents, le Président de Séance.

Il dirige les débats du Conseil d'Administration.

11.2 - Il assure la gestion de la SOCIETE à l'égard des tiers conformément aux décisions et aux instructions du Conseil d'Administration.

11.3 - Il dispose de la signature sociale dont il ne peut faire usage que pour les affaires de la SOCIETE.

11.4 - Il est chargé notamment :

- 1/ d'exécuter ou faire exécuter les décisions prises par le Conseil d'Administration ;
- 2/ de tenir la comptabilité et d'assurer la correspondance de la SOCIETE ;
- 3/ d'assurer la perception des redevances et d'autres recettes et de tenir la caisse de la SOCIETE ;
- 4/ d'assurer la répartition des redevances entre les Associés selon leurs droits respectifs et de verser ces redevances après approbation du Conseil d'Administration ;
- 5/ d'embaucher, promouvoir et révoquer les collaborateurs nécessaires au bon fonctionnement administratif de la SOCIETE ;
- 6/ d'intenter et suivre tous procès ou actions, en demande et en défense, entrant dans le cadre de l'objet social de la SOCIETE, d'en poursuivre l'exécution ou de s'en désister, et ce, à charge d'en rendre compte au Conseil d'Administration.
- 7/ de convoquer les différentes Assemblées des Associés à la demande du Conseil d'Administration ou sur son initiative.
- 8/ tous pouvoirs sont donnés au Gérant pour procéder à l'immatriculation de la SOCIETE en cas de transfert de siège social notamment, et remplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements ainsi que pour effectuer tous les actes nécessaires et signer tous avis d'insertion légale.

11.5 - Le Gérant devra porter à la connaissance de l'Assemblée Générale des Associés les pactes, protocoles, conventions et tous autres actes qui auront été conclus dans l'accomplissement de l'objet social de la SOCIETE.

11.6 - Le Gérant est révocable par décision motivée du Conseil d'Administration aux deux tiers (2/3) de ses membres, présents ou représentés.

11.7 - En cas de cessation de fonctions du Gérant, pour un motif quelconque, le Conseil d'Administration désigne un nouveau Gérant dans les conditions de l'article 9.6 des Statuts.

COMITÉ DE SURVEILLANCE

ARTICLE 11 BIS

La Société est dotée d'un Comité de surveillance composé de 3 (trois) membres élus, parmi les Associés de la SOCIETE.

Les candidats à l'élection du Comité de surveillance doivent être associés de la SOCIETE depuis 5 (cinq) ans à la date de leur élection.

Les conditions de révocation sont les mêmes que pour les Administrateurs. Les fonctions de membre du Comité de surveillance sont exclusives de tout autre mandat électif au sein de la SOCIETE.

Les conditions d'inéligibilité fixées aux articles 9.1 et 9.2 des Statuts s'appliquent aux membres du Comité de surveillance.

Ils ne peuvent pas davantage se voir confier de missions à titre personnel ou dans le cadre d'une commission, d'un groupe de travail ou d'un jury.

Les membres du Comité de surveillance sont élus par l'Assemblée Générale aux mêmes dates que les administrateurs pour une durée de trois (3) ans et ils sont rééligibles.

Aucun membre de ce Comité ne peut appartenir au Conseil d'Administration, ni au personnel de la SOCIETE, ni à une commission statutaire prévue dans le Règlement Général.

Les fonctions de membres du Comité de surveillance sont gratuites.

Le Comité de surveillance a pour mission :

- De contrôler l'activité du Conseil d'Administration, du Gérant et du Directeur Général, notamment la mise en œuvre des décisions de l'Assemblée Générale en particulier s'agissant des politiques générales énumérées à l'article L. 323-6 du Code de la Propriété Intellectuelle ;
- De contrôler la mise en place de procédures administratives et comptables et de mécanismes de contrôle interne propres à permettre une gestion rationnelle, prudente et appropriée ;
- D'exercer les compétences qui peuvent lui être déléguées chaque année par l'Assemblée Générale dans les cas limitativement prévus par l'article L. 323-7 du Code de la Propriété Intellectuelle ;
- D'émettre un avis sur les refus opposés par la SOCIETE aux demandes de communication de documents présentées par ses Associés en application de l'article L. 326-5 du Code de la Propriété Intellectuelle.

En aucun cas ces contrôles ne doivent donner lieu à l'accomplissement, par le Comité de surveillance ou de l'un de ses membres, d'actes d'administration ou de gestion relevant de la compétence du Conseil d'Administration, du Gérant ou de l'Assemblée Générale.

Le Comité de surveillance établit chaque année un rapport sur ses activités et l'accomplissement de ses missions qu'il présente à l'Assemblée Générale.

Le Président du Comité de surveillance est présent à toutes les Assemblées Générales de la SOCIETE, dans lesquelles il y représente ledit Comité.

Les membres du Comité de surveillance élisent parmi leurs membres un Président lors de sa première séance pour la durée de son mandat à la majorité des membres présents. S'il l'estime nécessaire se dotera d'un règlement intérieur.

Le Président a essentiellement pour rôle de diriger la ou les séance(s) du Comité de surveillance.

Il peut demander au Gérant et au Directeur Général tous documents et informations nécessaires à l'accomplissement de la mission du Comité de surveillance.

Les membres du Comité de surveillance, ainsi que toute personne entendue par ce dernier, sont tenus au respect de la plus stricte confidentialité.

Les personnes morales, membres du Comité de surveillance, devront se faire représenter par des personnes physiques habilitées par la loi et les décisions sociales et qui ne peuvent être extérieures à l'entreprise.

Toutefois, les personnes physiques qui seront désignées pour représenter en lieu et place des représentants légaux, devront avoir la capacité d'engager la personne morale.

Par suite de décès, de démission ou de révocation du représentant désigné, la société concernée pourra désigner une nouvelle personne physique, choisie comme prévu à l'alinéa précédent, qui sera substituée à son prédécesseur.

Un membre du Comité de surveillance peut être révoqué, pour motif grave par l'Assemblée Générale, après avoir été mis en mesure de présenter ses éventuelles observations à cette dernière sur demande du Conseil d'Administration ou du Comité de surveillance, rassemblant la majorité des deux tiers des voix de leurs membres participant au vote, présents ou représentés.

En cas de démission ou de décès d'un membre du Comité de surveillance en cours de mandat ou en cas de révocation par l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration peut coopter tout Associé éligible au regard des dispositions des articles 9.1 et 9.2 des Statuts pour le remplacer jusqu'à l'Assemblée Générale annuelle suivante.

Le membre du Comité de surveillance ainsi élu ne demeurera en fonction que jusqu'à la date d'expiration du mandat de son prédécesseur.

DÉCLARATION INDIVIDUELLE ANNUELLE DES ORGANES DE GESTION ET DE SURVEILLANCE

PRÉVENTION ET TRAITEMENT DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

ARTICLE 11 TER

Chaque année, au plus tard le 31 mars, chaque membre, personne physique, du Conseil d'Administration et du Comité de surveillance établit une déclaration individuelle annuelle comportant, conformément aux dispositions de l'article L. 323-13 du Code de la Propriété Intellectuelle, l'indication :

1°) de tout intérêt qu'il détient dans la SOCIETE ;

2°) de toute rémunération qu'il a perçue, lors de l'exercice précédent, de la SOCIETE, y compris sous la forme d'avantages en nature ou autres ;

3°) de tout revenu qu'il a perçu, lors de l'exercice précédent, de la SOCIETE en tant que titulaire de droits.

4°) des activités et fonctions qu'il exerce en dehors de la SOCIETE ;

5°) de tout conflit réel ou potentiel entre ses intérêts personnels, ou ceux de ses proches, et ceux de la SOCIETE ou entre ses obligations, ou celles de ses proches, envers celle-ci et celles qu'il a, ou que ses proches ont, envers toute autre personne physique ou morale ;

Les déclarations des membres, personnes physiques, du Conseil d'Administration et du Comité de surveillance sont transmises au Gérant de la SOCIETE.

En cas de défaut d'établissement de la déclaration susvisée avant la date fixée au 1er alinéa ou de communication d'informations incomplètes ou erronées, le Gérant de la SOCIETE mettra en demeure la personne concernée de remédier à sa défaillance dans un délai de quinze (15) jours.

En cas de défaillance du Gérant, le Comité de surveillance le mettra en demeure de remédier à sa défaillance dans un délai de quinze (15) jours.

A défaut de régularisation dans ce délai, la prochaine Assemblée Générale sera saisie et pourra prendre les sanctions suivantes :

1°) une amende d'un montant compris entre 1 000 et 5 000 euros ;

2°) une révocation des fonctions dont la personne concernée est titulaire.

Les déclarations susvisées sont tenues à la disposition des Associés pendant un délai de deux (2) mois avant la tenue de l'Assemblée Générale, au siège social de la SOCIETE.

Des mesures appropriées seront prises afin de faire respecter, lors de la consultation de ces déclarations, la vie privée, la protection des données personnelles et le secret des affaires, conformément à l'article L. 323-13 du Code de la Propriété Intellectuelle.

Tout Associé qui souhaite consulter ces déclarations doit s'engager préalablement par écrit à ne pas effectuer de copie.

Tout Associé qui contreviendrait à cet engagement sera susceptible d'être radié pour motif grave dans le cadre des dispositions de l'article 20.1 -2/ des Statuts.

COMMISSIONS

ARTICLE 12

12.1 - Il sera créé, en tant que de besoin, par le Conseil d'Administration, des Commissions fonctionnant dans les conditions définies par le Règlement Général, dont il fixera les conditions de désignation des membres et les règles de fonctionnement.

12.2 - Les commissions ne peuvent, en aucun cas, s'immiscer dans l'administration de la SOCIETE.

12.3 - Elles ont pour mission d'étudier les questions relevant de leur compétence ainsi que celles qui leur sont soumises et de présenter des propositions au Conseil d'Administration.

12.4 - Les commissions tiendront un procès-verbal de leurs séances, lequel sera signé par leurs Présidents et Secrétaires.

12.5 - Les Associés ayant fait l'objet d'une mesure disciplinaire de la part de la SOCIETE, dans les conditions prévues au Règlement Général, ne peuvent faire partie de ces Commissions, sauf si ladite mesure disciplinaire en dispose autrement.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTES LES ASSEMBLÉES

ARTICLE 13

13.1 - Les décisions collectives des associés sont prises en Assemblée Générale chaque année, et sont qualifiées :

- D'Exceptionnelle lorsque des décisions se rapportent à l'affectation des actions d'aides ou à une modification du Règlement Général,
- D'Extraordinaire lorsque les décisions se rapportent à une modification des Statuts ou à la radiation d'un Associé de la SOCIETE,
- D'Ordinaire dans tous les autres cas.

13.2 - Les Associés sont convoqués aux Assemblées Générales au moins quinze (15) jours avant la date fixée pour leur tenue, par un avis publié sur « *actu-juridique.fr* » et « *lesechos.fr* » de diffusion nationale, habilités à recevoir les annonces légales dans le département du siège social de la SOCIETE, et qui sont déterminés par une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire. Dans l'hypothèse où l'un de ces supports disparaîtrait, interrompait sa publication ou cesserait de publier de telles insertions, le Gérant déciderait de la publication de l'avis de convocation sur un autre site d'annonces légales.

Conformément à l'article R. 321-3 du Code de la Propriété Intellectuelle, cette modification serait portée à la connaissance des Associés par tout moyen approprié et la question du choix titre de remplacement serait inscrite d'office à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale.

Une convocation individuelle est en outre adressée aux Associés par voie postale ou bien par voie électronique avec demande d'accusé de réception, lorsqu'ils ont communiqué leur adresse mail valide, au moins quinze (15) jours avant la date des Assemblées.

Les convocations individuelles à toutes les Assemblées Générales indiquent l'heure, la date et le lieu de l'Assemblée, l'ordre du jour, les résolutions qui seront soumises au vote des Associés ainsi que les conditions particulières de quorum ou de majorité lorsqu'il y a lieu.

Les convocations aux Assemblées sont mises en ligne sur le site de la SOCIETE dans la partie réservée aux Associés.

Tout Associé qui souhaite être convoqué aux Assemblées Générales par lettre Recommandée avec accusé réception doit en faire la demande expresse auprès de la SOCIETE au plus tard dans les trois (3) mois avant la tenue des Assemblées Générales.

L'Associé qui en fait la demande en supporte les frais.

13.3 - Dans le cas où une Assemblée ne peut se tenir à la date prévue, les Associés en sont informés au moins quinze (15) jours avant dans les formes prévues au présent article.

Dans l'avis seront indiqués les motifs du report ainsi que la date à laquelle l'Assemblée se tiendra.

13.4 - L'Assemblée Générale se compose de tous les Associés de la SOCIETE qui disposent chacun :

- d'une voix,
- de voix supplémentaires dans la limite d'un maximum de 8 voix.

L'attribution de ces voix supplémentaires est déterminée pour chaque Assemblée par rapport au total des droits répartis à chaque Associé au cours de l'exercice social précédent.

Le nombre de voix supplémentaires est égal pour chaque Associé au résultat, arrondi au nombre entier inférieur, de la division du total de ses droits de référence.

Le montant de la tranche de droits de référence est arrêté pour la durée d'un exercice social par le Conseil d'Administration dans les limites d'un minimum et d'un maximum valable jusqu'à décision contraire.

13.5 - Les Associés peuvent voter en séance ou par vote électronique à distance.

Le vote électronique est mis en œuvre au moyen d'un service en ligne dédié, garantissant la confidentialité des votes et respectant les modalités statutaires et/ou du Règlement Général concernant le vote électronique.

Les Associés votent par voie électronique au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe qui leur sont transmis par la SOCIETE.

Les Associés ayant voté par voie électronique peuvent être présents lors des Assemblées mais ne peuvent participer au vote.

13.6 - Le Bureau de chaque Assemblée Générale est composé du Président du Conseil d'Administration, et d'un autre membre du Bureau du Conseil d'Administration désigné par ce dernier, lequel fera office de Secrétaire de Séance.

13.7 - Le Président du Conseil d'Administration préside la séance. En son absence, il peut être remplacé par un des Vice-Présidents du Conseil désigné par le Conseil ; dans ce cas, celui-ci est Membre du Bureau de l'Assemblée.

13.8 - Aucune représentation de plus de sept (7) Associés n'est possible. Chaque mandat de représentation est valable pour une Assemblée Générale.

13.9 - Une feuille de présence est établie pour chaque Assemblée.

13.10 - Les délibérations sont constatées par un procès-verbal établi et signé par le Président de l'Assemblée et le Secrétaire de Séance.

13.11 - Le procès-verbal de chaque Assemblée est transcrit sur un registre spécial tenu au siège social de la SOCIETE.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

ARTICLE 14

14.1 - L'Assemblée Générale Ordinaire des Associés est réunie chaque année dans le courant du mois juin.

L'exercice social de la SOCIETE débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

14.2 - L'Assemblée Générale Ordinaire statue :

1°) sur le rapport annuel d'activité de la SOCIETE de l'exercice clos le 31 décembre de l'année précédente, lequel est présenté par le Gérant ;

2°) sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre de l'année précédente ;

3°) sur le rapport annuel de transparence portant sur l'ensemble de l'activité de la SOCIETE tel que prévu à l'article L. 326-1 du Code de la Propriété Intellectuelle et établi en conformité avec l'article R. 321-14 dudit Code, incluant le rapport spécial sur l'utilisation des sommes utilisées à des actions d'aides telles que visées à l'article L. 324-17 dudit Code ;

4°) sur les différents rapports du Commissaire aux Comptes et sur le rapport spécial relatif aux conventions règlementées mentionnées à l'article L. 612-5 du Code du commerce ;

5°) sur le rapport du Comité de surveillance,

6°) sur la politique générale de répartition des sommes dues aux titulaires de droits ;

7°) sur la politique générale d'utilisation des sommes qui ne peuvent être réparties ;

8°) sur la politique générale d'investissement des revenus provenant de l'exploitation des droits et des recettes résultant de cet investissement ;

9°) sur la politique générale des déductions effectuées sur ces revenus et recettes ;

10°) sur l'utilisation, durant l'exercice précédent, des sommes qui n'ont pu être réparties ;

11°) sur la politique de gestion des risques ;

12°) sur l'approbation de toute acquisition, vente d'immeubles ou hypothèque sur ceux-ci ;

13°) sur l'approbation des opérations de fusion ou d'alliance, de la création de filiales, et de l'acquisition d'autres entités ou de participations ou de droits dans d'autres entités ;

14°) sur l'approbation des opérations d'emprunt, d'octroi de prêts ou de constitution de garanties d'emprunt ;

15°) sur l'élection des membres du Conseil d'Administration et du Comité de surveillance, et s'il y a lieu, révoque sur proposition de l'organe concerné, les Administrateurs ou les membres du Comité de surveillance conformément à l'article L. 323-6 du Code de la Propriété Intellectuelle ;

16°) sur proposition du Conseil d'Administration, sur la nomination pour six (6) exercices du Commissaire aux Comptes et du Commissaire aux Comptes suppléant, qu'elle peut révoquer ;

17°) sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Conseil d'Administration.

18°) approuve les éventuelles rémunérations et avantages susceptibles d'être accordés aux membres du Conseil d'Administration et du Comité de surveillance.

14.3 - Le rapport sur l'activité de la SOCIETE et les comptes annuels soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire sont adressés aux Associés, ou tenus à leur disposition au siège social, quinze (15) jours avant la date de ladite Assemblée.

14.4 - Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale Ordinaire doit réunir le quart au moins des voix des Associés participant au vote, y compris par voie de représentation ou par voie électronique.

Ce quorum est calculé par référence au nombre d'Associés admis à y participer à la date de convocation de ladite Assemblée.

14.5 - Si l'Assemblée Générale Ordinaire ne réunit pas le quorum, une seconde Assemblée Générale est convoquée pour se tenir dans les quinze (15) jours au moins et les trente (30) jours au plus de la date prévue pour la première.

La seconde Assemblée peut valablement délibérer quel que soit le nombre des voix des Associés participant au vote, y compris par voie de représentation ou par voie électronique.

14.6 - Les résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire sur première convocation ou sur convocation suivante sont adoptées par la majorité des voix des Associés participant au vote, y compris par voie de représentation ou par voie électronique à ladite Assemblée.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXCEPTIONNELLE

ARTICLE 15

15.1 - Dans le cours de l'année, des Assemblées Générales Exceptionnelles peuvent avoir lieu pour connaître d'un ou plusieurs objets spéciaux en vertu des délibérations du Conseil d'Administration et à sa requête ou à celle du Gérant.

En ce cas, aucune autre question que celles visées par la convocation ne peut être mise à l'Ordre du Jour de cette Assemblée.

15.2 - Les Associés, y délibèrent et votent dans les mêmes conditions de quorum et de majorité que celles de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Le texte des modifications au Règlement Général proposées est mis à la disposition des Associés sur le site internet de la SOCIETE dans la partie réservée aux Associés concomitamment à l'envoi de la convocation à l'Assemblée Générale Exceptionnelle.

15.3 - Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, lorsque les Associés sont appelés à voter sur les affectations des fonds destinés à des actions d'aide à la création, à la diffusion du spectacle vivant, au développement de l'éducation artistique et culturelle et à des actions de formation d'artistes, ils votent à la majorité des deux tiers (2/3) des voix des Associés, participant au vote, y compris par voie de représentation ou par voie électronique.

15.4 - A défaut d'une telle majorité, une nouvelle Assemblée Exceptionnelle sera spécialement convoquée à cet effet statuant à la majorité simple.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

ARTICLE 16

16.1 - Les modifications aux Statuts ne peuvent être votées que par une Assemblée Générale Extraordinaire réunissant au moins le quart (1/4) des voix des Associés participant au vote, y compris par voie de représentation ou par voie électronique.

Le texte des modifications aux Statuts proposées est mis à la disposition des Associés sur le site internet de la SOCIETE dans la partie réservée aux Associés concomitamment à l'envoi de la convocation à l'Assemblée Générale Extraordinaire.

16.2 - Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers (2/3) des voix des Associés, participant au vote, y compris par voie de représentation ou par voie électronique.

16.3 - Si l'Assemblée Générale Extraordinaire convoquée ne réunit pas le quorum prévu à l'alinéa premier du présent article, une nouvelle Assemblée Générale Extraordinaire sera convoquée qui devra se tenir dans le mois suivant.

16.4 - Pour délibérer valablement, cette deuxième Assemblée devra réunir la moitié des voix des Associés, participant au vote, y compris par voie de représentation ou par voie électronique.

16.5 - Les décisions seront prises alors à la majorité relative des voix.

INFORMATION, DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIÉS

TRANSPARENCE – CONTRÔLE

EXERCICE DU DROIT D'ACCÈS / DROIT D'INFORMATION

ARTICLE 17

17.1 - Dans les intervalles entre deux Assemblées Générales annuelles, et au moins deux (2) mois avant celle à venir, tout Associé peut prendre connaissance des documents et informations de la SOCIETE concernant l'exercice en cours prévu à l'article L. 326-5 du Code de la Propriété Intellectuelle, sous réserve des secrets protégés par la loi.

L'Associé adresse, soit au Président-Gérant de la SOCIETE, soit à son Directeur Général au moins vingt (20) jours avant la date de l'Assemblée, une demande écrite mentionnant les documents auquel il souhaite accéder.

Dans les dix (10) jours suivants la réception de la demande, la SOCIETE communique les documents demandés ou, si cette communication n'est pas matériellement possible, propose une date pour l'exercice du droit d'accès, qui s'effectue alors au siège social et aux heures habituelles d'ouvertures de ses bureaux.

La consultation ne peut se faire qu'en présence d'un représentant des services de la SOCIETE.

Dans l'exercice de ce droit, l'Associé peut se faire assister par toute personne de son choix.

L'Associé sera tenu de signer un document établi par la SOCIETE attestant des documents et informations qui auront été portés à sa connaissance.

Toute personne l'assistant est soumis au respect de la même procédure.

17.2 - En application de l'article R. 321-18 du Code de la Propriété Intellectuelle, tout Associé peut demander à la SOCIETE de lui adresser dans le même délai de deux (2) mois précédant l'Assemblée Générale annuelle :

- Les comptes annuels qui seront soumis à l'Assemblée Générale,
- Les rapports des organes de gestion, d'administration et de direction de la SOCIETE et du Commissaire aux comptes et du Comité de surveillance qui seront soumis à l'Assemblée ;
- Le cas échéant, le texte et l'exposé des motifs des résolutions proposées ainsi que les renseignements concernant les candidats à un mandat social ou à une fonction élective ;

Ces documents sont également tenus à la disposition des Associés au siège social de la SOCIETE où ils peuvent en prendre connaissance et en obtenir une copie.

La SOCIETE n'est pas tenue de donner suite aux demandes de communication des documents si ceux-ci sont disponibles sur son site Internet.

17.3 - La société n'est pas tenue de donner suite aux demandes répétitives ou abusives.

L'Associé auquel est opposé un refus à sa demande de communication de documents présentée en application de l'article L. 326-5 du Code de la Propriété Intellectuelle peut saisir le Comité de surveillance prévu à l'article 11 BIS des Statuts, y compris par voie électronique.

Celui-ci rend un avis, qui est notifié par lettre RAR au demandeur, avec en copie le Président-Gérant et le Directeur Général de la SOCIETE.

Le Comité de surveillance en rend compte à l'Assemblée Générale annuelle.

En application de l'article L. 326-3 I. du Code de la Propriété Intellectuelle, la SOCIETE met, une (1) fois par an, à la disposition de chaque titulaire de droits ayant reçu des droits au cours de l'exercice précédent les informations relatives à leur gestion listées à l'article R. 321-16 I. dudit Code.

Ces informations sont disponibles dans l'espace dédié aux « Associés » de la SOCIETE.

DROIT DE QUESTION

ARTICLE 18

Tout Associé peut demander, par lettre recommandée avec avis de réception adressée au Directeur Général de la SOCIETE que les Associés soient appelés à délibérer sur une question déterminée au cours d'une Assemblée Générale.

La demande sera inscrite à l'ordre du jour de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire sous réserve :

- Qu'elle parvienne au Conseil d'Administration de la SOCIETE au plus tard deux (2) mois avant la tenue de ladite Assemblée,
- Et que ce dernier l'ait acceptée.

DÉSIGNATION D'UN EXPERT

ARTICLE 19

Un dixième (1/10) au moins des Associés de la SOCIETE ou le Ministère public peut demander en justice la désignation d'un ou de plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

Le rapport est adressé au demandeur, au Conseil d'Administration, au Commissaire aux Comptes, au Comité de surveillance de la SOCIETE, au Ministre chargé de la culture, à la commission de contrôle des organismes de gestion des droits d'auteurs et des droits voisins.

Il est annexé au rapport établi par le Commissaire aux Comptes en vue de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire et reçoit la même publicité.

DÉMISSION, EXCLUSION, RADIATION ET RETRAIT DE MANDAT

ARTICLE 20

20.1 - La qualité d'Associé se perd :

1 / par démission ou par retrait des Mandats obligatoires donnés à la SOCIETE du fait de l'adhésion aux Statuts, dans les conditions prévues à l'article 4.11 des présents Statuts.

2 / par exclusion prononcée pour des motifs graves par l'Assemblée Générale Extraordinaire à la requête du Conseil d'Administration après que l'Associé concerné a été préalablement appelé à fournir des explications. L'Associé concerné est préalablement appelé à présenter ses moyens de défense devant l'Assemblée Générale Extraordinaire qui doit se prononcer sur son exclusion, à la majorité fixée pour les modifications des statuts, et pourra être assisté ou représenté par la personne de son choix. Toute décision d'exclusion devra être motivée par des motifs graves et notamment en cas de condamnation judiciaire pour crime ou délit de droit commun ou d'infraction ou de violation aux Statuts ou aux obligations prévues aux articles 8 et 19-1) du Règlement Général.

3 / par radiation prononcée par le Conseil d'Administration du fait :

- de la disparition juridique de l'Associé, personne physique ou morale, notamment en cas de vente ou de cession du fonds de commerce, de clôture des opérations de liquidation, ou de dissolution pour une personne morale, dûment constatée par le Conseil d'Administration ou en cas de décès pour une personne physique ;

- du rachat du catalogue intégral déclaré par l'Associé au répertoire social de la SOCIETE, notifié à cette dernière.

4/ par radiation prononcée du fait de l'absence de déclaration de phonogrammes ou de vidéogrammes dans les deux ans qui suivent la date d'admission de l'Associé à la Société, par l'Assemblée Générale Extraordinaire à la requête du Conseil d'Administration après qu'une mise en demeure adressée à l'Associé soit restée infructueuse.

5/ par radiation prononcée du fait :

- De l'absence au cours des dix (10) derniers exercices sociaux de déclarations de phonogrammes et/ou de vidéogrammes au Répertoire Social de la SOCIETE et de l'absence de répartitions de droits pendant ce même délai ;

- D'être en retour courrier depuis plus de cinq (5) ans, après tentatives, restées infructueuses, engagées par la SOCIETE pour tenter de trouver les nouvelles coordonnées postales de l'Associé concerné.

Toute radiation et exclusion entraîne la perte de qualité d'Associé.

20.2 - Les conditions de démission, de retrait des Mandats et de radiation seront précisées par le Règlement Général.

DISSOLUTION ET LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 21

21.1 - La SOCIETE ne sera pas dissoute par le décès, la faillite personnelle, la déconfiture, le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire, la démission ou la radiation d'un ou de plusieurs Associés. Elle continuera de plein droit entre les Associés restants.

21.2 - La prorogation de la SOCIETE obéit aux règles de l'article 2.3 des présents Statuts.

21.3 - Dans le cas où il devrait être procédé à la liquidation de la SOCIETE, elle sera assurée par le Conseil d'Administration.

RÈGLEMENT GENERAL

ARTICLE 22

22.1 - Un Règlement Général complète les présents Statuts, auxquels il est annexé.

Il a force de loi pour tous les Associés et non Associés de la SOCIETE.

Toute modification du Règlement Général ne peut être votée que par une Assemblée Générale Exceptionnelle.

22.2 - Il devra être adopté, sur proposition du Conseil d'Administration, ou du Gérant ou à la demande du dixième (1/10) des Associés de la SOCIETE, en Assemblée Générale Exceptionnelle statuant dans les mêmes conditions que l'Assemblée Générale Ordinaire la modification du Règlement Général obéira aux mêmes conditions.

22.3 - Les demandes émanant des Associés devront parvenir par écrit au Conseil d'Administration ou au Gérant deux (2) mois au moins avant la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire et ce, sous peine d'irrecevabilité.

22.4 - Dans tous les cas, le texte des modifications au Règlement Général proposées est mis à la disposition des Associés sur le site internet de la SOCIETE dans la partie réservée aux Associés concomitamment à l'envoi de la convocation à l'Assemblée Générale Exceptionnelle.

DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

ARTICLE 23

23.1 - Sur proposition du Conseil d'Administration, un Commissaire aux Comptes et un Commissaire aux Comptes suppléant choisis sur la liste mentionnée à l'article à L. 822-1 du Code de commerce, sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire en application de l'article L. 323-6 du Code de la Propriété Intellectuelle.

Ils exerceront leurs fonctions dans les conditions légalement prévues.

Le Commissaire aux Comptes vérifie, outre la comptabilité générale de la SOCIETE, la sincérité et la concordance avec les documents comptables de la SOCIETE des informations contenues dans le

rapport de transparence annuel prévu à l'article L. 326-1 du Code de la Propriété Intellectuelle et dans la base de données électronique unique prévue au premier alinéa de l'article L. 326-2 dudit Code.

Il établit à cet effet un rapport spécial.

Ces rapports sont communiqués au Conseil d'Administration, au Comité de surveillance et à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle.

23.2 - Le Commissaire aux Comptes et le Commissaire aux Comptes suppléant sont nommés pour une durée de six (6) exercices par décision prise à la majorité des voix des Associés, dans les conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale Ordinaire ; ils sont reconduits dans leurs fonctions, et peuvent être révoqués dans les mêmes conditions.

23.3 - Le Commissaire aux Comptes et son suppléant peuvent, en rémunération de leurs fonctions, percevoir des honoraires dont le montant est fixé par décision du Conseil d'Administration, lequel doit en rendre compte à l'Assemblée Générale des Associés.



**RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
DES PRODUCTEURS DE PHONOGRAMMES
EN FRANCE
(SPPF)**

Société Civile à capital variable

Siège Social : 63, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

(adopté par l'Assemblée Générale Exceptionnelle de la SPPF du 25 juin 1996 et modifié par les Assemblées Générales Exceptionnelles des 24 juin 1997, 26 juin 1998, 1^{er} juillet 1999, 25 juin 2001, 27 juin 2002, 26 juin 2003, 22 juin 2004, 14 juin 2006, 28 juin 2007, 16 juin 2010, 14 juin 2011, 14 juin 2012, 17 juin 2015, 26 juin 2017, 25 juin 2018, 20 juin 2019, 15 septembre 2020 et du 26 juin 2023)

Juin 2023

Le Règlement Général est divisé en trois parties :

La première partie traite des Associés

La deuxième partie traite des enregistrements et des droits qui y sont afférents

La troisième partie traite de l'administration de la SPPF

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : Associés de la SPPF

Chapitre I - Conditions Générales d'admission	36
§ I - De l'acquisition de la qualité d'Associé	36
§ II - De la perte de la qualité d'Associé	39
Chapitre II - Conditions de retrait des Mandats et de radiation	40
§ I - Retrait des Mandats / Démission	40
§ II – Exclusion – Radiation- rachat / transfert de catalogue	41
Chapitre III - Règles Communes à tous les Associés de la SPPF	41
§ I - Devoirs Généraux	41
§ II - Incompatibilités	45
§ III - Litiges entre Associés / Litiges entre un ou plusieurs Associés et la SOCIÉTÉ	45
Procédure de traitement des contestations	45
§ IV - Droits de défense	45
§ V - Droit d'information	46

DEUXIÈME PARTIE : Enregistrements et droits

Chapitre I - Déclarations	47
§ I - Règles Générales	47
§ II - Déclarations par les Associés, Producteurs de Phonogrammes et de Vidéogrammes ou leurs ayants-droit	48
§ III - Enregistrements non déclarés	50
§ IV – Déclarants non Associés	50
Chapitre II - Répartition	51
§ I - Modalités de répartition	51
§ II - Comptes	52
§ III - Paiement des droits aux Associés	53

TROISIÈME PARTIE : Administration de la SPPF

Chapitre I - Conseil d'Administration	54
§ I - Composition du Conseil d'Administration	54
§ II - Séance du Conseil d'Administration	55
§ III - Dispositions diverses	55
Chapitre II - Comité de surveillance	56
§ I – Composition et séance du Comité de surveillance	56
Chapitre III - Commissions	56
§ I - Dispositions communes	56
§ II - Dispositions particulières à chacune des Commissions	57

Chapitre IV - Candidatures aux Assemblées Générales Ordinaires	59
et au Comité de surveillance	59
§I - Règles Générales.....	59
Chapitre V - Président d'honneur et honorariat.....	60
§ I - Président d'honneur	60
§ II - Honorariat.....	60

PREMIÈRE PARTIE

Associés de la SPPF

- Chapitre I** - Conditions générales d'admission
- Chapitre II** - Conditions de retrait des Mandats et de radiation
- Chapitre III** - Règles communes à tous les Associés de la SPPF

Chapitre I - Conditions Générales d'admission

§ I - De l'acquisition de la qualité d'Associé

Article 1

Toute personne physique ou morale postulant à l'adhésion aux présents Statuts doit adresser sa demande par écrit au siège social de la SOCIETE ou par courrier électronique à l'adresse suivante phono@sppf.com ou sur l'espace dédié aux adhésions, accessible sur son site Internet (www.sppf.com), lorsque cette faculté existe, en utilisant le formulaire mis à leur disposition à cet effet par la SOCIETE.

Article 2

Le Conseil d'Administration délibère sur les demandes d'adhésion qui lui sont soumises par la SOCIETE lorsqu'elles comportent l'ensemble des documents requis à l'article 2 du Règlement Général.

Le Conseil d'Administration prend la décision d'accepter, au nom de la SOCIETE, l'admission d'adhérer du postulant si celui-ci satisfait aux dispositions des articles 1 et 4.1 des Statuts, ainsi que s'il remplit les conditions particulières qui seront éventuellement fixées par le Règlement Général.

Il doit notifier sa décision dans un délai de trois (3) mois.

Les postulants mineurs devront faire contresigner leur demande par leur tuteur ou leur représentant légal.

Pour permettre, notamment, la détermination de la protection applicable aux enregistrements qu'il revendique, au regard des lois nationales, des Conventions et Traités internationaux régissant la Propriété Littéraire et Artistique, le postulant produira, en outre, une déclaration de nationalité et un extrait K du Registre du Commerce et des Sociétés de moins de trois mois s'il s'agit d'une personne physique, un extrait K bis du registre du Commerce et des Sociétés de moins de trois mois s'il s'agit

d'une Société commerciale ou un récépissé de déclaration s'il s'agit d'une association ou tout document équivalent dans l'hypothèse d'un postulant étranger ou d'un postulant ayant une autre forme juridique que celles mentionnées ci-dessus.

Le Conseil d'Administration peut, par décision motivée, rejeter toute demande d'adhésion qui ne remplirait pas les conditions fixées dans les Statuts ou le Règlement Général, sous réserve des recours prévus à l'article 3-B du présent Règlement Général.

En présentant sa demande et afin de rendre possible l'application des Statuts et du Règlement Général, le postulant devra déclarer s'il est :

- Producteur de phonogrammes, Producteur de vidéogrammes, cessionnaire, concessionnaire ou mandataire d'un ou de plusieurs Producteurs de phonogrammes ou de vidéogrammes exploités en France.
- déjà membre d'une Société homologue nationale ou étrangère à laquelle il aurait confié la gestion de tout ou partie de ses droits ;

Pour devenir Associé, le postulant devra justifier soit de la qualité de producteur de phonogrammes et / ou de vidéogrammes selon les dispositions des articles L. 213-1 et L. 215-1 du Code de la Propriété Intellectuelle, soit de la qualité de licencié exerçant une activité effective, à ce titre, sur le territoire national à condition de justifier d'un mandat de gestion exprès des droits voisins de la part des producteurs tels que visés ci-dessus.

Que le postulant ait la qualité de producteur de phonogrammes ou de licencié telle que visée ci-dessus, celui-ci devra justifier d'un minimum de 5 (cinq) enregistrements différents (c'est-à-dire 5 titres différents, hors versions, édit, remix ... pour les phonogrammes) publiés sur un disque, bande, ou tout support du commerce que ce soit, existant ou à exister.

Le postulant devra faire connaître, par tout moyen et notamment par communication des clauses contractuelles justifiant de la titularité des droits ou de la capacité à les exercer, par la fourniture du catalogue de son distributeur, par la remise des supports et par la communication de la liste des enregistrements publiés ou non sur un disque, une bande ou quelque support que ce soit, et protégés par la législation en vigueur en France et indiquer ceux de ces enregistrements, pour lesquels il pourrait avoir antérieurement cédé ou délégué l'exercice de tout ou partie des droits existants ou à venir.

Le postulant devra déclarer sur l'honneur ne faire actuellement ou ne pas avoir fait l'objet d'une quelconque condamnation pour contrefaçon.

Toute procédure en cours mettant en cause un postulant du fait d'un acte de contrefaçon entraînera un sursis à statuer concernant son adhésion à la SOCIETE jusqu'à la date du prononcé du jugement à titre définitif.

Article 3

A- En cas d'admission à adhérer aux Statuts de la SPPF, le postulant s'engage notamment à :

- 1) signer son acte d'adhésion aux Statuts et au présent Règlement Général ainsi que s'acquitter du montant de la part de capital social au plus tard dans le mois qui suit la notification de l'approbation de sa demande d'adhésion par le Conseil d'Administration.

2) déclarer au Répertoire Social tous phonogrammes et / ou vidéogrammes produits par lui et / ou sur lesquels il a capacité à exercer les droits dévolus au Producteur, publiés ou non sur quelque support que ce soit, et protégés par la législation en vigueur en France ;

3) communiquer, pour information à la SOCIETE un exemplaire des productions produites par lui ou sur lesquelles il est habilité à exercer les droits ;

4) se soumettre et se conformer aux Statuts et au Règlement Général dont il déclarera avoir pris connaissance et qu'il retournera à cette dernière, dûment paraphés et signés ;

5) se soumettre aux contrôles et aux audits décidés par le Conseil d'Administration notamment dans le cadre des opérations de répartitions et des déclarations faites au Répertoire Social de la SOCIETE.

6) d'une façon générale, se soumettre à toutes les décisions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales ;

7) de façon générale, ne rien entreprendre qui puisse nuire aux intérêts matériels et moraux de la SOCIETE et de ses Associés.

L'Associé nouvellement admis par le Conseil d'Administration est informé de sa qualité d'Associé par lettre Recommandée avec Accusé Réception.

Si, dans le mois suivant la date de notification d'Admission, le postulant admis à adhérer aux Statuts, n'a pas signé son acte d'adhésion et souscrit sa part de capital social, l'admission prononcée devient caduque et une nouvelle demande doit être présentée au Conseil d'Administration.

B- Recours :

Tout postulant dont l'examen du dossier d'admission a fait l'objet d'une décision de rejet par le Conseil d'Administration a la possibilité d'exercer un recours.

Conformément à l'article L. 322-4 du Code de la Propriété Intellectuelle, toute décision de refus d'adhésion est écrite et motivée par des considérations de droit et de fait qui fondent le refus.

Le recours prévu doit être interjeté dans le mois qui suit la date de notification de la décision de rejet.

Le recours est formé par écrit et adressé au Président du Conseil d'Administration pour nouvel avis.

Le Conseil d'Administration devra notifier sa décision au plus tard dans un délai de trois (3) mois.

Article 4

Un registre des demandes d'admission et des décisions d'admission ou de rejet du Conseil d'Administration sera ouvert au siège de la SOCIETE et tenu à la disposition des Associés et des ayants-droit éventuels qui pourront en prendre connaissance sur demande écrite.

Sur la base de ce registre, la SOCIETE établira une liste des Associés, laquelle demeure à la disposition des utilisateurs conformément aux dispositions de l'article L. 323-3 du Code de la Propriété Intellectuelle.

§ II - De la perte de la qualité d'Associé

Article 5

La qualité d'Associé se perd automatiquement par suite de démission notifiée dans les conditions prévues à l'article 4.11 des Statuts, de retrait du mandat obligatoire valant acte d'adhésion aux Statuts ou de l'ensemble de ses Mandats, d'exclusion ou de radiation prononcée respectivement par le Conseil d'Administration et par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

En cas de décès d'un Associé Personne Physique, le successeur au sens des dispositions du Code civil, personne physique ou morale, bénéficiera des droits attachés aux phonogrammes et/ou vidéogrammes déclarés par l'Associé décédé.

Toutefois, le successeur ou l'héritier devra adresser par lettre recommandée avec Accusé Réception tout document juridique probant établissant sa vocation successorale.

En cas de pluralité de successeurs ou d'héritiers, ceux-ci sont tenus de désigner parmi eux un mandataire unique et lui donner tout pouvoir.

Le mandataire unique devra adresser à la SOCIETE par lettre Recommandée avec Accusé Réception un document co-signé de tous les héritiers, accompagné de la copie de leur carte d'identité valide, l'habilitant à représenter et à gérer, au nom et pour le compte de tous les héritiers, les droits attachés aux phonogrammes et/ou aux vidéogrammes déjà déclarés au Répertoire Social de la SOCIÉTÉ. Les Statuts et le Règlement Général s'appliquent au mandataire unique.

Dans l'attente, tous les droits générés à répartir seront mis en réserve dans le compte spécial de sécurité prévu à l'article 7.3 des Statuts.

Le successeur ou l'héritier, personne morale, ne peut prétendre à la qualité d'Associé que s'il est agréé par le Conseil d'Administration, conformément à l'article 2 du Règlement Général.

En ce qui concerne les fonds de commerce exploités sous forme de sociétés, comme en ce qui concerne les Associations Loi 1901 ou d'une autre nature, les transformations et modifications de leurs statuts qui sont susceptibles d'entraîner la perte de la qualité dont jouissent ces Personnes Morales devront faire l'objet d'une déclaration de modification assortie de la remise d'un extrait K bis auprès de la SOCIÉTÉ pour les Sociétés ou d'un récépissé de déclaration pour les Associations ou tout autre document équivalent dans l'hypothèse d'un Associé étranger.

Tout Associé se trouvant en redressement ou liquidation judiciaire doit le notifier, dans les plus brefs délais, à la SOCIETE et lui indiquer, par écrit, l'identité et les coordonnées du mandataire judiciaire, du liquidateur judiciaire, de l'administrateur judiciaire, du syndic judiciaire, du mandataire liquidateur ou de tout autre personne dûment habilitée à le représenter et fournir tout document justificatif probant correspondant.

Les sommes à répartir au profit d'un Associé faisant l'objet d'une procédure collective seront reversées à la personne dûment habilitée à représenter l'Associé. A défaut de notification de cette personne et du document justifiant sa nomination, ces sommes seront versées sur le compte spécial prévu à l'article 7.3 des Statuts.

D'une manière générale, l'Associé est tenu, sans délai, de notifier à la SOCIETE par écrit ou par voie électronique ou sur le site Internet de la SOCIETE, notamment tout changement de siège social, d'adresse postale, de courriel, de représentant légal...

Le droit versé au titre de l'apport au capital social lors de son adhésion à la SOCIETE, par l'Associé soit démissionnaire, soit radié ou exclu dans les conditions prévues à l'article 20 des Statuts lui sera restitué dans le mois qui suit le terme du préavis de six (6) mois ou le prononcé de son exclusion ou de sa radiation de la SOCIÉTÉ.

Si des sommes sont dues à un titulaire de droits pour des actes d'exploitations exécutés avant que sa demande de résiliation totale ou partielle n'ait pris effet, ou dans le cadre d'une autorisation d'exploitation octroyée avant cette date d'effet, il conserve les droits que lui confèrent les dispositions des troisième et quatrième alinéas de l'article L. 324-10, des I et II de l'article L. 324-12, des articles L. 324-14, L. 324-18, L. 325-7, des I et II de l'article L. 326-3 et des articles L. 326-4 et L. 328-1 du Code de la propriété Intellectuelle.

Chapitre II - Conditions de retrait des Mandats et de radiation

§ I - Retrait des Mandats / Démission

Article 6

Conformément aux dispositions de l'article 4.11 des Statuts, tout Associé peut retirer ses Mandats obligatoires valant acte d'adhésion aux Statuts.

Le retrait de ces Mandats obligatoires vaut démission de l'Associé.

Le retrait d'un ou plusieurs des mandats facultatifs confiés à la SOCIÉTÉ n'entraîne pas la démission de l'Associé.

Le démissionnaire, s'il est débiteur de sommes de quelque nature qu'elles soient, notamment en cas d'avance individuelle ou collective non recoupée au jour de sa démission, à l'égard de la SOCIETE, devra en effectuer le paiement jusqu'à extinction de ses dettes et notamment au moyen d'une délégation de créance en faveur de la SOCIETE ou par tout autre moyen lui permettant de recouvrer sa créance.

La SOCIETE est habilitée à recouvrer ces sommes par compensation des comptes de l'Associé eu égard au caractère réciproque et connexe des dettes et créances résultant des différents mandats confiés à la SOCIETE.

La SOCIETE peut exiger immédiatement de plein droit le remboursement de toutes les sommes, de quelque nature qu'elles soient, dont le démissionnaire serait débiteur à son égard.

Le démissionnaire s'engage par ailleurs à fournir à la SOCIETE tous renseignements nécessaires au calcul des répartitions jusqu'à la date de fin de gestion effective de ses droits par la SOCIETE et à se soumettre notamment aux audits, auxquels tout Associé serait soumis, et aux décisions prises par les Assemblées Générales et le Conseil d'Administration.

La SOCIETE s'engage à procéder à la suppression des phonogrammes ou des vidéogrammes constituant le Répertoire de l'Associé démissionnaire à expiration du préavis fixé par les Statuts, par attribution d'une date de fin de gestion des droits de ses phonogrammes ou vidéogrammes.

A la demande de l'Associé démissionnaire (sous forme de lettre recommandée avec Accusé de Réception), la SOCIETE pourra effectuer le transfert de son catalogue vers une société de gestion collective analogue établie en France poursuivant les mêmes buts sociaux si les conditions techniques le permettent et/ou le restituer par voie électronique avec demande d'avis de réception. Les frais relatifs à ce transfert et/ou à cette restitution seront entièrement supportés par l'Associé démissionnaire.

§ II – Exclusion – Radiation- rachat / transfert de catalogue

Article 7

L'exclusion d'un Associé pour des motifs graves pourra être prononcée, à la requête du Conseil d'Administration et sous réserve du respect des conditions de l'article 14 du présent Règlement Général, par l'Assemblée Générale Extraordinaire. Celle-ci sera notifiée à l'Associé par lettre recommandée avec accusé de réception

La radiation d'un Associé, personne physique ou morale, prononcée par le Conseil d'Administration dans les conditions de l'article 20.1-3/ des Statuts, prendra effet le jour de la décision de radiation prononcée par le Conseil d'Administration.

La radiation d'un Associé, personne physique ou morale, du fait de l'absence de déclaration de phonogrammes ou de vidéogrammes dans les deux ans qui suivent sa date d'admission à la SOCIETE, pourra être prononcée, à la requête du Conseil d'Administration, par l'Assemblée Générale Extraordinaire. Celle-ci sera notifiée à l'Associé par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'Associé exclu ou radié, s'il est débiteur de sommes à l'égard de la SOCIETE, devra en effectuer le paiement jusqu'à extinction de ses dettes et notamment au moyen d'une délégation de créance en faveur de la SOCIETE. La SOCIETE est habilitée à recouvrer ces sommes dans les mêmes conditions que celles énoncées à l'article 6 alinéa 5 et 7 du Règlement Général.

La SOCIETE s'engage à procéder à la suppression des phonogrammes ou des vidéogrammes constituant le Répertoire de l'Associé exclu ou radié par attribution d'une date de fin de gestion des droits de ses phonogrammes et/ou vidéogrammes.

A la demande de l'Associé exclu ou radié (sous forme de lettre recommandée avec accusé de réception), la SOCIETE pourra effectuer la remise du Répertoire de l'Associé concerné à une société de gestion collective analogue établie en France poursuivant les mêmes buts sociaux si les conditions techniques le permettent et/ou le restituer par voie électronique avec demande d'avis de réception à l'Associé exclu ou radié. Les frais relatifs à ce transfert et / ou à cette restitution seront supportés par l'Associé radié.

Dans le cas notamment de rachat intégral de catalogue notifié à la SOCIETE, celle-ci prendra les dispositions pour prendre en compte ce rachat, sous réserve que les avances individuelles ou collectives qui auraient été reversées à l'Associé soient intégralement remboursées à la SOCIETE.

Chapitre III - Règles Communes à tous les Associés de la SPPF

§ I - Devoirs Généraux

Article 8

Du fait même de son adhésion, tout Associé, s'engage notamment :

1) à se conformer aux Statuts et au Règlement Général, dont il déclare avoir pris connaissance préalablement à son adhésion.

Le respect des Statuts et du Règlement Général comporte en particulier à sa charge l'obligation :

- de reconnaître et d'accepter le caractère exclusif du mandat qu'il confie à la SOCIETE. A cette fin, il est tenu de fournir la copie certifiée conforme des clauses "droits voisins", "territoire(s) d'exploitation", "durée" relatives au contrat de distribution ou de licence correspondant à chaque phonogramme et/ou vidéogramme déclaré au Répertoire Social ainsi que le nom et la raison sociale des co-contractants et de préciser, le cas échéant, sa situation actuelle au regard d'une Société homologue, nationale ou étrangère, et de fournir tout justificatif correspondant.

Cette disposition ne s'applique qu'aux déclarations qui interviendront postérieurement à la date de prise d'effet du présent Règlement sauf dans l'hypothèse de détection de doubles déclarations par les services de la SOCIETE antérieurement à la date de prise d'effet susvisée.

L'Associé est tenu de joindre toute pièce justifiant de l'étendue territoriale sur laquelle il déclare avoir la capacité d'exercer ses droits.

- de certifier sincères les déclarations des phonogrammes et/ou des vidéogrammes composant son Répertoire au Répertoire Social de la SOCIETE.

2) à se soumettre dans le cadre des Statuts et du Règlement Général aux décisions du Conseil d'Administration et aux décisions collectives des Assemblées Générales.

3) à déclarer sous sa responsabilité au Répertoire Social de la SOCIETE les phonogrammes commercialisés, dont il est propriétaire en sa qualité de producteur ou ayant droit, et à garantir que ceux-ci ne sont pas entachés de contrefaçon (notamment par fixation, reproduction ou emprunt total ou partiel illicite).

Tout Associé ou déclarant de phonogrammes doit faire la déclaration des ventes physiques et numériques de supports sur lesquels sont publiés les phonogrammes qu'il a déclaré au Répertoire Social de la SOCIETE, dans les règles et conditions définies dans le présent Règlement Général, par le Conseil d'Administration et/ou l'Assemblée Générale Ordinaire des Associés.

La SOCIETE est habilitée à procéder ou à faire procéder, par audit, à tout contrôle pour vérifier l'exactitude des déclarations de ventes effectuées.

La SOCIETE peut exiger la communication par le Déclarant de toute pièce justificative permettant de prouver la réalité des quantités de ventes physiques et/ou digitales telles que transmises par le Déclarant.

A défaut, la SOCIETE se réserve le droit de ne pas saisir les ventes déclarées.

La « Commission de Répartition » prévue à l'article 34.2) du Règlement Général ou le Conseil d'Administration de la SOCIETE se prononcera sur l'opportunité, au vue des pièces justificatives fournies, de mettre en répartition les droits.

4) à déclarer sous sa responsabilité au Répertoire Social de la SOCIETE les vidéogrammes dont il est propriétaire en sa qualité de producteur ou ayant droit, et à garantir que ceux-ci ne sont pas entachés de contrefaçon (notamment par fixation, reproduction ou emprunt total ou partiel illicite).

Tout déclarant doit, lors de chaque déclaration, fournir à la SOCIETE toute pièce justifiant de l'origine légale ou contractuelle de ses droits (information systématique). En cas de contestation, les rémunérations afférentes aux droits en cause seront mises en réserve sur le compte spécial prévu à l'article 7-3 des Statuts dans l'attente de l'issue définitive de la contestation.

5) à faire connaître, au moment de son admission, ceux de ses enregistrements pour lesquels il aurait antérieurement délégué à un tiers l'exercice des droits dont il confie la gestion à la SOCIETE.

Le déclarant s'engage à déclarer lesdits enregistrements à la SOCIETE dans les meilleurs délais.

6) à notifier à la SOCIETE toute modification du statut des droits s'exerçant sur les enregistrements déclarés ou tenant à sa qualité de Déclarant :

- il est institué en faveur de la SOCIETE un devoir général d'information pesant à la charge de l'Associé et sanctionné dans les conditions de l'article 11 ci-après ;
- outre l'obligation de notifier systématiquement, avec délai de préavis fixé aux Statuts, les modifications de droits qui emportent retrait du mandat confié (cession globale de droits ou conclusion d'une convention de gestion avec un tiers), le Déclarant est tenu d'informer régulièrement la SOCIETE sur le cours des procédures d'exécution, de redressement ou de liquidation judiciaire engagées à son encontre ;
- il est également créé une obligation de déclaration annuelle par laquelle l'Associé ou son représentant légal confirme que les droits confiés en gestion n'ont pas été modifiés durant l'année écoulée ou indique, au contraire, les modifications ayant un impact sur la portée du mandat confié (notamment cession partielle de droits à un tiers) par la fourniture des pièces justificatives correspondantes ;

L'Associé pourra cependant informer ponctuellement et au plus tard dans un délai de 30 jours la SOCIETE des modifications apportées aux Statuts de ses droits étant entendu que ces modifications ne seront prises en considération que lors des prochaines répartitions.

Si des modifications portent sur des droits déjà répartis à l'Associé et/ou à ses ayants-droit, l'Associé fera son affaire personnelle des sommes qui ont été réparties et versées par la SOCIETE.

7) à fournir à la demande de la SOCIETE tous documents complémentaires qui paraîtraient nécessaires à la SOCIETE pour établir sa qualité de producteur ou d'ayants droit sur les phonogrammes et/ou les vidéogrammes qu'il souhaite déclarer.

Tout Associé défaillant s'expose à ce que sa déclaration ne soit pas prise en compte tant qu'il ne les aura pas produits.

8) à signaler impérativement et sans délai à la SOCIETE tout changement d'adresse de correspondance pour les Associés personnes morales, de coordonnées personnelles pour les Associés personnes physiques ainsi que leur numéro de téléphone et de courriel.

9) d'une manière générale, à ne rien faire, ni entreprendre qui puisse nuire aux intérêts matériels et moraux de la SOCIETE et de ses Associés dans le cadre de la mise en œuvre du présent Règlement Général, et l'objet social de la SOCIETE.

Article 9 : désignation du représentant d'une personne morale Associée

Tout Associé peut, lorsqu'il est constitué en Société, par délibération de son Conseil d'Administration ou décision collective de ses associés, désigner, en lieu et place de son représentant légal, une

personne physique occupant un poste de décision au sein de la Société, pour être son représentant auprès de la SOCIETE.

Il devra le notifier obligatoirement sans délai à la SOCIETE.

Tout changement de désignation obéit aux règles prévues au présent article et doit être notifié sans délai à la SOCIETE.

Tout Associé, personne physique, est seule responsable à l'égard de la SOCIETE.

Article 10 : notification de changement de représentant légal et de siège social

Tout changement de représentant légal ou de siège social devra être notifié à la SOCIETE.

En cas de nomination d'un mandataire judiciaire, liquidateur judiciaire, administrateur judiciaire, syndic judiciaire, mandataire liquidateur ou de toute autre personne, tout Associé doit informer, sans délai et par écrit, la SOCIETE de l'identité et des coordonnées de celui-ci et fournir tout justificatif correspondant.

Article 11 : sanctions

Le Conseil d'Administration pourra prononcer à l'égard de tout Associé qui aura manqué aux obligations prévues à l'article 8 ci-dessus ou porté préjudice d'une manière quelconque aux intérêts matériels ou moraux de la SOCIETE ou de ses Associés dans le cadre de la mise en œuvre du présent Règlement Général et de l'objet social de la SOCIETE, une ou plusieurs des sanctions suivantes :

1) le remboursement intégral du préjudice subi par la SOCIETE. Dans ce cas, l'Associé sera dans l'obligation de rembourser intégralement les sommes qu'elle a perdues ou dont elle a été privée du fait de ses agissements. La SOCIETE pourra par tous moyens en prélever l'équivalent, majoré de frais éventuels, sur les sommes dont l'Associé concerné pourrait être bénéficiaire.

2) l'avertissement,

3) le blâme prononcé devant l'Assemblée Générale Ordinaire,

4) l'interdiction d'être membre d'une Commission prévue au présent Règlement Général, du Conseil d'Administration ou du Comité de surveillance pour une durée qui ne pourra être inférieure à un an.

5) l'exclusion ou la radiation de la SOCIETE, sous réserve des dispositions des articles 20.1-2/ et 20.1-4/ des Statuts de la SOCIETE.

6) la mise en réserve des sommes à lui répartir par la SOCIETE, en l'absence de déclarations des ventes physiques et/ou numériques des supports.

7) l'exigibilité immédiate du remboursement des avances consenties à l'Associé, et non recoupées, qui n'a pas respecté le délai de préavis six (6) mois prévu à l'article 6 ci-dessus pour informer la SOCIETE des modifications de ses droits emportant retrait de mandat.

Les sanctions qui précèdent pourront être prononcées sans préjudice des actions en remboursement des sommes indûment perçues par l'Associé.

§ II - Incompatibilités

Article 12

En aucun cas, un Associé de la SOCIETE ne peut faire partie du personnel salarié de la SOCIETE.

L'Assemblée Générale Ordinaire, le Conseil d'Administration, le Président du Conseil d'Administration ou le Directeur Général peuvent confier à un Associé de la SOCIETE des missions temporaires et définies. En aucune façon, ces missions ne peuvent donner lieu à une rémunération quelconque.

§ III - Litiges entre Associés / Litiges entre un ou plusieurs Associés et la SOCIETE

Procédure de traitement des contestations

Article 13

Les litiges entre Associés ou intervenant entre un ou plusieurs Associés et la SOCIETE sont soumis à l'examen d'une Commission de conciliation et de discipline qui se réunira dans les conditions définies à l'article 34-4) du présent Règlement Général.

En cas de litiges pouvant avoir des conséquences quant aux montants des droits répartissables ou répartis, le Conseil d'Administration pourra d'office décider la mise en réserve des rémunérations en cause. Les sommes seront mises en réserve sur le compte spécial prévu à l'article 7.3 des Statuts et le demeureront jusqu'à l'issue définitive du litige.

En application des articles L. 328-1 et R. 321-48 du Code de la Propriété Intellectuelle, une procédure de traitement des contestations, relatives aux conditions, aux effets et à la résiliation de l'autorisation de gestion des droits ainsi qu'à la gestion de ceux-ci, est disponible sur le site de la SOCIETE.

§ IV - Droits de défense

Article 14

Aucune peine ne peut être prononcée, aucune mesure disciplinaire ne peut être prise par le Conseil d'Administration sans que l'Associé ait été préalablement invité à fournir ses moyens de défense devant le Conseil d'Administration ou devant la Commission de conciliation et de discipline qui se réunira dans les conditions définies à l'article 34-4) du présent Règlement Général.

L'Associé doit être préalablement informé des griefs retenus contre lui dans des délais suffisants pour lui permettre de préparer sa défense. Les griefs lui seront notifiés par lettre recommandée avec accusé réception par le Président-Gérant de la SOCIETE.

Dans l'hypothèse où l'Associé n'aurait pas répondu à deux convocations (sauf motif légitime), la décision du Conseil d'Administration ou de la Commission de conciliation et de discipline est réputée avoir été prise contradictoirement et est exécutoire dès qu'elle aura été prononcée par l'instance habilitée ou dans des délais qui auront été fixés.

L'Associé sera avisé par lettre recommandée avec Accusé réception de la décision prise par le Conseil d'Administration ou par la Commission de conciliation et de discipline.

§ V - Droit d'information

Article 14 Bis :

A- En application du I de l'article L. 326-3 et du I de l'article R. 321-16 du Code de la Propriété Intellectuelle, la SOCIETE met au moins une fois par an à la disposition de chaque titulaire de droit, soit par courriel, soit dans son espace dédié aux « Associés » disponible sur le site Internet de la SPPF, les informations suivantes :

1°) Les coordonnées que le titulaire de droits l'a autorisé à utiliser afin de l'identifier et de le localiser ;

2°) Le montant des revenus respectivement répartis et versés au titulaire de droits, en précisant leur ventilation par catégorie de droits gérés et par type d'utilisation ;

3°) La période au cours de laquelle a eu lieu l'utilisation pour laquelle des revenus ont été répartis et versés au titulaire de droits, à moins que des raisons objectives relatives aux déclarations des utilisateurs n'empêchent la SOCIETE de fournir ces informations ;

4°) Le montant des déductions effectuées sur ces revenus, en précisant celui prélevé au titre des frais de gestion d'une part et des dispositions de l'article L. 324-17 du Code de Propriété Intellectuelle d'autre part ;

5°) Le montant des éventuels revenus provenant de l'exploitation des droits qui ont été répartis au titulaire de droits mais qui lui restent dus, quelle que soit la période au cours de laquelle ils ont été perçus par la SOCIETE.

B- En application du III de l'article L. 326-3 et du II de l'article R. 321-16 du Code de la Propriété Intellectuelle, la SOCIETE met une fois par an à la disposition des organismes de gestion collective avec lesquelles elle est liée par un accord de représentation, les informations suivantes :

1°) Le montant des revenus provenant de l'exploitation des droits qu'elle a respectivement répartis et versés au titre de l'accord de représentation, en précisant leur ventilation par catégorie de droits gérés et par type d'utilisation ;

2°) Le montant des éventuels revenus provenant de l'exploitation des droits qu'elle a répartis au titre de l'accord de représentation, mais qui restent dus, quelle que soit la période au cours de laquelle ils ont été perçus par l'organisme ;

3°) Le montant des déductions effectuées sur ces revenus, en précisant celui prélevé au titre des frais de gestion d'une part, et des dispositions de l'article L. 324-17 du Code de Propriété Intellectuelle d'autre part ;

4°) Des informations sur les autorisations d'exploitation octroyées ou refusées pour les œuvres et autres objets protégés couverts par l'accord de représentation ;

5°) Une présentation des résolutions adoptées par son Assemblée Générale qui portent sur la gestion des droits couverts par l'accord de représentation.

C - En réponse à une demande dûment justifiée, la SOCIETE communique par voie électronique et dans un délai n'excédant pas un (1) mois, aux titulaires de droits gérés par la SOCIETE à quelque titre que ce soit, aux organismes pour le compte desquels elle gère des droits au titre d'un accord de

représentation et aux utilisateurs, les informations suivantes listées à l'article L. 326-4 du Code de la Propriété Intellectuelle :

- 1°) les œuvres ou autres objets protégés qu'elle représente, les droits qu'elle gère directement ou indirectement ou dans le cadre d'accords de représentation, et les territoires couverts ;
- 2°) si, en raison du champ de son activité, ces œuvres ou autres objets protégés ne peuvent être déterminés, les types d'œuvres ou autres objets protégés qu'elle représentés, les droits qu'elle gère et les territoires couverts.

La SOCIETE se réserve le droit de demander le paiement des frais correspondant au coût de la fourniture de ces informations.

La SOCIETE est dispensée de répondre aux demandes individuelles lorsque ces informations sont mises à la disposition du public sur son site Internet.

DEUXIÈME PARTIE

Enregistrements et Droits

Chapitre I - Déclarations

Chapitre II - Répartition

Chapitre I - Déclarations

§ I - Règles Générales

Article 15 : phonogrammes et / ou vidéogrammes

1) Il faut entendre par "phonogramme" :

- au sens des dispositions du Code de la Propriété Intellectuelle et des normes communautaires : la première fixation d'une séquence de sons,
- au sens de la Convention de Rome : toute fixation exclusivement sonore des sons provenant d'une exécution ou d'autres sons ;

2) Il faut entendre par "vidéogramme" : la première fixation d'une séquence d'images sonorisées ou non.

3) Chaque déclaration de phonogramme ou de vidéogramme est effectuée dans les conditions générales de l'article 8 et selon les dispositions de l'article 17 visé ci-après.

- la SOCIETE délivre un Accusé de Réception par mail des déclarations de phonogrammes et/ou de vidéogrammes faites par l'Associé, ou son représentant dûment habilité, au moyen de la matrice, sous forme de tableur ou sous toute autre forme qui pourrait être mise en place ultérieurement, qu'il a transmise par mail ou par d'autre(s) moyen(s) par voie électronique qui seraient ultérieurement acceptés par la SOCIETE au service concerné,

- la SOCIETE communique, à la demande formelle de son Associé, son Répertoire sous la forme en vigueur au jour de la demande formulée.
- cette déclaration n'est pas attributive de droits au profit du déclarant : elle présume jusqu'à preuve du contraire que ce dernier est bien titulaire des droits visés à l'article 3 du Règlement Général,
- la SOCIETE est habilitée à procéder ou à faire procéder par audit à tout contrôle pour vérifier la réalité des droits invoqués.

§ II - Déclarations par les Associés, Producteurs de Phonogrammes et de Vidéogrammes ou leurs ayants-droit

Article 16

Tout Producteur de phonogrammes et/ou de vidéogrammes doit faire la déclaration des phonogrammes et/ou vidéogrammes dont il est propriétaire ou sur lesquels il a capacité à exercer des droits :

- 1) Elle conditionne la mise en répartition des sommes que le Producteur a vocation à recevoir du fait de l'exploitation de ses phonogrammes et/ou vidéogrammes,
- 2) Elle doit être faite dans les délais permettant la gestion des droits, soit dès la commercialisation du phonogramme et l'exploitation des vidéogrammes, soit dans le semestre de celles-ci,
- 3) Pour les phonogrammes et/ou vidéogrammes existants au catalogue d'un Déclarant au moment de son adhésion aux Statuts de la SOCIETE, la déclaration devra être faite dans les meilleurs délais qui ne doivent pas excéder le semestre.

Pour se conformer aux normes de codification internationale en vigueur, les Associés devront se référer pour l'établissement de leur propre Répertoire aux prescriptions édictées par l'I.S.R.C. (International Standard Recording Code) et par la SOCIETE.

La SOCIETE ne peut en aucun cas être tenue pour responsable des énonciations portées sur les déclarations faites selon les modalités prévues aux articles 16 et 17 du présent Règlement Général, le signataire de celle-ci étant seul garant à l'égard de la SOCIETE et des tiers de la licéité de ses phonogrammes et/ou vidéogrammes et de ses droits sur ceux-ci.

La répartition des rémunérations a pour base notamment la déclaration des phonogrammes et/ou vidéogrammes et leur inscription au Répertoire Social de la SOCIETE.

Article 17

La matrice sous forme de tableur ou sous toute autre forme qui doit être dûment complétée par l'Associé ou son représentant dûment habilité à effectuer les déclarations de phonogrammes et/ou de vidéogrammes au Répertoire Social de la SOCIETE, comprend obligatoirement :

- 1) le nom ou la raison sociale du Déclarant, sa qualité et sa nationalité,
- 2) le nom ou la raison sociale du Producteur original, sa nationalité, son pays de résidence, son code ISRC de premier propriétaire,
- 3) l'année de fixation,
- 4) le titre de l'enregistrement,
- 5) la durée de l'enregistrement,
- 6) le nom du ou des artistes-interprètes,
- 7) le pays de fixation, c'est-à-dire le pays dans lequel a été fixé pour la première fois le phonogramme et / ou le vidéogramme (ou s'il a été fixé dans plusieurs pays, celui dans lequel la plus grande partie des investissements de production a été réalisée),
- 8) l'année de première publication de l'enregistrement,
- 9) le pays de première publication de l'enregistrement,
- 10) l'indication précise de l'étendue territoriale du Mandat confié à la SOCIETE sur laquelle s'exercent les droits relatifs à l'enregistrement déclaré,
- 11) les dates de début et de fin de gestion des droits relatifs à l'enregistrement déclaré dans l'hypothèse d'une cession, concession ou mandat,
- 12) le genre musical de l'enregistrement,
- 13) la (ou les) référence(s)-catalogue, le type du support, la marque/label, le distributeur, l'année de publication du support et le code-barres,
- 14) l'indication des parts de droits en pourcentage, le nom ou la raison sociale des bénéficiaires.

La déclaration remise à la SOCIETE constitue le seul document lui permettant de procéder aux opérations de perception et de répartition des rémunérations dont elle a statutairement la charge.

La matrice sous forme de tableur est conservée par la SOCIETE qui la tient à la disposition de l'Associé sur simple demande adressée au service concerné.

Il est rappelé que, conformément aux dispositions des articles 48 à 51 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Déclarant dispose d'un droit d'accès, de communication et de rectification qui s'applique à la fiche de déclaration. Ce droit peut s'exercer auprès de la SOCIETE ou de toute personne physique ou morale chargée par elle de disposer d'un fichier nominatif informatisé.

Toute modification d'une précédente déclaration devra être notifiée à la Société dans les conditions précisées à l'article 8 du Règlement Général.

La SOCIETE se réserve le droit de demander à tout moment des informations complémentaires lorsque les phonogrammes ou les vidéogrammes incorporent des séquences de sons et / ou d'images constituant des phonogrammes et/ou des vidéogrammes préexistants.

§ III - Enregistrements non déclarés

Article 18

Conformément à l'article 16 ci-dessus, la déclaration des phonogrammes et / ou des vidéogrammes est obligatoire pour que les droits y afférent soient perçus et répartis.

Article 19

1) Quiconque aura fait des déclarations fausses d'identité ou de qualité ayant motivé son admission pourra être radié de la SOCIETE sur décision prononcée par l'Assemblée Générale Extraordinaire à la requête du Conseil d'Administration.

2) Toute déclaration de phonogrammes et de vidéogrammes qui porteraient des informations qui s'avèreraient fausses ou erronées, sera rigoureusement annulée et l'enregistrement correspondant ne sera pas admis à la répartition.

Les sommes perçues seront versées au compte spécial de la SOCIETE prévue à l'article 7.3 des Statuts jusqu'à régularisation et les sommes réparties seront exigibles de fait.

L'auteur de cette infraction pourra en outre être frappé par le Conseil d'Administration d'une amende correspondant à trois fois au moins le montant des sommes perçues pour chaque infraction.

Cette amende sera versée au compte spécial de la SOCIETE prévu à l'article 7.3 des Statuts.

Le Conseil d'Administration peut exiger que le signataire d'une déclaration lui fournisse toutes justifications qu'il jugera utile, notamment aux fins de contrôler la propriété de ses droits sur l'enregistrement déclaré.

§ IV – Déclarants non Associés

Article 19 bis

Les producteurs, personnes physiques ou morales, de phonogrammes et/ou de vidéomusiques, qui ne sont pas associés de la SOCIETE peuvent prétendre au versement de rémunérations de la part de la SOCIETE au titre des droits voisins relevant d'une licence légale ou de la gestion collective obligatoire dès lorsqu'ils déclarent leurs phonogrammes et/ou leurs vidéomusiques auprès de la SOCIETE dans les conditions définies ci-dessous.

Les personnes physiques ou morales non associées, qui effectuent des déclarations de phonogrammes et/ou de vidéomusiques pour lesquels elles sont titulaires des droits ou des déclarations de ventes de phonogrammes s'obligent par ces déclarations :

- à certifier sincères les déclarations des enregistrements sur lesquelles elles prétendent à l'exercice de droits ainsi que les déclarations de ventes de phonogrammes ;
- à garantir que ces enregistrements ne portent pas atteinte aux droits d'un tiers, ni ne constituent une infraction aux droits prévus par le Code de la Propriété Intellectuelle ;
- à justifier sur simple demande de la SOCIETE, de l'origine légale ou contractuelle de ces droits.

Elles sont en outre, soumises aux mêmes obligations et sanctions relatives aux déclarations, que celles qui pèsent sur les Associés telles que mentionnées aux articles 15, 16, 17, 18 et 19 du Règlement Général.

Chapitre II - Répartition

§ I - Modalités de répartition

Article 20

La SOCIETE procède à la répartition des sommes collectées dans le cadre des mandats qui lui sont confiés, diminués des frais de gestion qu'elle prélève, et ce, conformément à ses Statuts.

L'évaluation de ces frais s'effectue selon déduction proportionnelle aux droits encaissés et/ou répartis dont le taux est fixé par le Conseil d'Administration en application de l'article 7.2 des Statuts.

Article 21

Le Conseil d'Administration se réserve la faculté de procéder à une pondération des taux de retenue sur les droits au stade de leur perception comme au stade de leur répartition.

Cette pondération se fonde sur la prise en compte de l'importance relative des frais occasionnés par la gestion de chaque catégorie de compte et sur le souci d'égaler la situation entre les Associés qui sont tenus à des obligations spécifiques envers la SOCIETE, et les ayants-droit qui y échappent.

Le Conseil d'Administration se réserve la faculté de faire supporter à un nouvel Associé, le coût des répartitions ultérieures portant sur son Répertoire Social et visant des années ayant déjà fait l'objet de répartitions par la SOCIETE, susceptibles d'intervenir à la suite de déclarations d'enregistrements par cet Associé.

Article 22

Des taux différenciés pourront ainsi être éventuellement appliqués :

- en fonction de chaque catégorie de mandat,
- selon que le bénéficiaire a ou non la qualité d'Associé,
- selon la rigueur avec laquelle l'Associé s'applique à remplir ses obligations à l'égard de la SOCIETE.

§ II - Comptes

Article 23

Les sommes réparties au profit de l'Associé et/ou de ses ayants droit sont portées respectivement au crédit du compte ouvert au nom de ces derniers. La SOCIETE est habilitée, le cas échéant, à imputer sur ces sommes tout solde débiteur eu égard au caractère réciproque et connexe des créances et des dettes portées à ce compte.

Article 24

La SOCIETE s'attache à procéder aux répartitions des sommes collectées selon la périodicité suivante :

- les sommes perçues par la SOCIETE au titre de la diffusion des vidéomusiques sont réparties à l'Associé et/ou à ses ayants droit tous les trois mois ;
- les sommes perçues par la SOCIETE au titre de la Rémunération Equitable, de la Copie Privée Sonore et Audiovisuelle sont réparties à titre provisionnel ou définitif, selon des périodicités déterminées par le Conseil d'Administration.
- les sommes perçues par la SOCIETE au titre de l'exercice du droit d'autoriser géré collectivement sont réparties à titre provisionnel ou définitif, selon des périodicités déterminées par le Conseil d'Administration.

Article 25

La répartition des sommes perçues par la SOCIETE dans les limites de son objet social ne peut être effectuée qu'au vu des documents indispensables que le Déclarant est tenu de faire parvenir à la SOCIETE dans les délais que celle-ci lui aura impartis.

Aux fins de mise en œuvre des répartitions au réel des droits à Copie Privée Sonore notamment, les Producteurs et / ou déclarants de la SOCIETE qui n'auront pas effectué leurs déclarations de phonogrammes et de ventes des supports correspondants (hors compilation multi-Producteurs) dans les trois mois qui suivent la date d'une répartition provisionnelle portant sur une année de droit considérée, ne pourront prétendre bénéficier, au titre de cette répartition, à aucune rémunération.

Toutefois et pour autant qu'il n'ait jamais adhéré à une société représentant en France les droits des Producteurs de phonogrammes, tout nouvel Associé de la SOCIETE devra, au plus tard dans les six (6) mois suivant sa date d'admission, effectuer toutes déclarations de phonogrammes sur lesquels il a capacité à gérer les droits voisins et procéder à toutes déclarations de ventes de supports correspondantes. Les droits auxquels il peut prétendre seront cumulés et calculés dans le cadre des répartitions à venir qui seront effectuées par la SOCIETE après la date d'admission de ce dernier.

Article 26

1) Avances collectives

Des avances collectives pourront être octroyées aux Associés par le Conseil d'Administration au titre de la Copie Privée Sonore et Audiovisuelle et de la Rémunération Equitable.

Sous réserve des dispositions des articles 6 alinéa 6 et 11.7 du Règlement Général, ces avances sont remboursables notamment par compensation sur les droits mis en répartition en année N.

Dans l'hypothèse où l'avance n'aurait pas été remboursée intégralement sur les droits susvisés dans l'année N, son remboursement s'effectuera par compensation en année N+1 ou le montant non remboursé sera déduit de l'avance proposée en année N+1.

Si le seuil de remboursement de l'avance financière déterminé par le Conseil d'Administration n'est pas atteint, aucune autre avance ne pourra être versée à un Associé tant que la précédente n'aura pas été intégralement remboursée dans les conditions susvisées.

2) Avances individuelles

A titre exceptionnel, des avances individuelles, non cumulables avec les avances collectives, pourront être octroyées sur demande faite par un tout nouvel Associé auprès de la SOCIETE par le Directeur Général, après accord du Conseil d'Administration. Le montant de l'avance susceptible d'être accordée sera évalué par le Directeur Général en considération des droits perçus ou à percevoir correspondant aux deux dernières années précédant l'adhésion de l'Associé à la SOCIETE.

Article 27

Conformément à l'article L. 324-16 du Code de la Propriété Intellectuelle :

- les actions en paiement des droits perçus par la SOCIETE se prescrivent par cinq (5) ans à compter de la date de leur perception, ce délai étant suspendu jusqu'à la date de leur mise en répartition ;
- la date de répartition ou de mise en paiement est portée à la connaissance des Associés ou titulaire de droits dans un document de référence aisément accessible.

Les sommes affectées, pour une période déterminée, au compte de sécurité institué par l'article 7.3 des Statuts de la SOCIETE et qui n'ont pas été réclamées par leurs bénéficiaires pourront faire l'objet, à l'expiration d'un délai de cinq (5) ans suivant la date de mise en répartition, d'une affectation selon les modalités définies par le Conseil d'Administration de la SOCIETE et ratifiées en Assemblée Générale.

Les sommes perçues en application des articles L. 214-1, L. 217-2 et L. 311-1 du Code la Propriété Intellectuelle et qui n'ont pu être réparties à l'expiration du délai de prescription légal, et sous réserve de toute absence de revendication durant ce délai, seront intégralement affectées, conformément à l'article L. 324-17 du Code de la Propriété Intellectuelle.

§ III - Paiement des droits aux Associés

Article 28

Après réception des factures établies par l'Associé au vu des avis de crédit envoyés par la SOCIETE, le règlement des sommes mises en répartition s'opère actuellement par virement bancaire. Tout autre mode de règlement pourra être mis en œuvre par décision du Conseil d'Administration.

TROISIÈME PARTIE

Administration de la SPPF

- Chapitre I** - Conseil d'Administration
- Chapitre II** - Comité de surveillance
- Chapitre III** - Commissions
- Chapitre IV** - Candidatures aux Assemblées Générales Ordinaires et au Comité de surveillance
- Chapitre V** - Président d'honneur et honorariat

Chapitre I - Conseil d'Administration

§ I - Composition du Conseil d'Administration

Article 29

Après l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration élit parmi ses membres, en application de l'article 9.6 des Statuts, son Bureau qui est constitué de la façon suivante :

- un Président,
- six Vice-Présidents,
- un Secrétaire Général,
- un Trésorier,
- un Trésorier Adjoint.

Tous les membres du Bureau sont élus à la majorité simple des voix.

a) Le Secrétaire Général tient à jour "le livre des procès-verbaux".

En cas d'empêchement du Secrétaire Général, un des Vice-Présidents le remplace dans toutes ses fonctions.

b) Le Trésorier a pour mission de surveiller toutes les opérations financières de la SOCIETE.

Il doit également veiller à ce que le Directeur Général présente au Conseil d'Administration la balance des opérations financières.

Sa surveillance devra s'exercer, notamment sur tous les mouvements de fonds de la SOCIETE ; à cet effet, il devra vérifier les états de compte et les dépôts de titres appartenant à la SOCIETE.

En cas d'empêchement du Trésorier, le Trésorier Adjoint le remplace dans toutes ses fonctions.

En cas d'empêchement du Trésorier, au-delà de trois mois, le Conseil d'Administration procédera à la réélection d'un nouveau Trésorier.

§ II - Séance du Conseil d'Administration

Article 30

- le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que les besoins de la SOCIETE l'exigent à la diligence de son Président et au moins une (1) fois tous les deux (2) mois sur convocation adressée au plus tard cinq (5) jours avant la date de sa réunion par le Directeur Général.
- il doit être convoqué par lettre recommandée avec accusé réception si la moitié des membres du Conseil d'Administration le demande par écrit.
- nulle décision ne peut être prise hors séance et nul membre du Conseil d'Administration ne peut agir au nom de celui-ci qu'en vertu d'une délibération l'y autorisant.

§ III - Dispositions diverses

Article 31

Il est interdit à un membre du Conseil d'Administration de s'immiscer dans l'administration de la SOCIETE sans une délégation spéciale du Conseil d'Administration.

A titre individuel, les membres du Conseil d'Administration ne peuvent se faire communiquer d'autres documents administratifs que ceux auxquels ont accès chacun des Associés de la SOCIETE.

Le Conseil d'Administration a tout pouvoir pour créer en son sein des sections d'étude, chargées d'élaborer en collaboration avec le Directeur Général de la SOCIETE et dans les domaines d'attribution qui leur sont confiés, toutes propositions de décision que requiert l'administration de la SOCIETE en rapport avec son objet social.

Toutes les propositions sont soumises à l'approbation du Conseil d'Administration.

Des procédures de contrôle interne sont formalisées et détaillées dans un guide de procédure tenu à la disposition du Conseil d'Administration et du Comité de Surveillance de la SOCIETE. Ces procédures permettent d'assurer le bon fonctionnement des processus internes de la SOCIETE concourant à la sauvegarde de ses actifs, notamment la gestion des risques et des fraudes.

Les procédures juridiques administratives et comptables mises en place permettent à la SOCIETE d'être conforme aux lois et règlements applicables à son secteur d'activité, de mettre en œuvre les instructions et orientations définies par son Conseil d'Administration et la Direction Financière et d'assurer la fiabilité des informations financières.

Chapitre II - Comité de surveillance

§ I – Composition et séance du Comité de surveillance

Article 32

Le Comité de surveillance composé de trois membres se réunira au moins 2 fois par an sur convocation de son Président, par voie électronique ou par envoi d'une lettre, au siège social de la SOCIETE ou à tout autre endroit fixé par ce dernier.

Il ne peut valablement siéger que s'il réunit la majorité de ses membres. Les décisions du Comité de surveillance sont prises à la majorité des membres présents.

En cas de partage des voix, celle du Président, ou en son absence celle du Président de séance est prépondérante.

Un procès-verbal de chaque réunion est établi et consigné, après approbation au cours de la séance suivante par le Comité de surveillance, dans un registre tenu à cet effet au siège social de la SOCIETE.

Les procès-verbaux approuvés, ainsi que les extraits qui peuvent en être délivrés, sont signés par le Président du Comité de surveillance et un autre membre, à défaut par le Président de séance et un autre membre du Comité présent lors de la réunion.

Les réunions se tiennent en présence du Directeur Général ou de tout collaborateur désigné par lui.

Chapitre III - Commissions

§ I - Dispositions communes

Article 33

Aux termes de l'article 12.1 des Statuts et, en tant que de besoin, des Commissions sont créées par le Conseil d'Administration, dans les conditions qu'il ou qu'elle précise.

Ne peuvent faire partie des Commissions que les Associés ayant la nationalité d'un Etat membre de l'Union Européenne, jouissant de leurs droits civils et n'ayant fait l'objet d'aucune mesure disciplinaire les excluant du droit de participer à une Commission.

Les membres desdites Commissions sont nommés par le Conseil d'Administration pour une durée d'un an.

Leurs fonctions sont précisées par décision du Conseil d'Administration.

Leur mandat peut être renouvelé.

- les Commissions se réunissent dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.
- les Commissions peuvent être amenées à établir des rapports qui seront transmis au Président, au Conseil d'Administration et au Directeur Général de la SOCIETE qui décideront des suites à donner.

- les membres des Commissions qui, sans excuses jugées valables, et après avertissement, auront manqué à 4 séances consécutives de la Commission, seront considérés comme démissionnaires.
- à la demande du Président, un membre d'une Commission peut être appelé à présenter son rapport devant le Conseil d'Administration.
- de même, chaque Commission peut demander au Conseil d'Administration qu'un de ses membres soit entendu par ce Conseil.

Les membres du Conseil d'Administration et des différentes Commissions sont tenus de signer une feuille de présence à chaque séance.

Le Président, le Secrétaire Général du Conseil d'Administration, le Directeur Général et / ou tout collaborateur nécessaire au bon déroulement des travaux et, en tant que de besoin, tout tiers compétent, peuvent prendre part aux réunions des Commissions ; en outre, le Président peut se faire représenter par un des Vice-Présidents.

Les compte rendus des réunions des Commissions sont réalisés par l'administration de la SOCIETE et remis à chacun des Membres de la Commission concernée.

§ II - Dispositions particulières à chacune des Commissions

Article 34

Sont constituées pour autant que de besoin, les quatre Commissions suivantes :

- 1) Commission d'attribution des subventions conformément à l'article L. 324-17 du Code de la Propriété Intellectuelle
- 2) Commission de répartition
- 3) Commission de conciliation et de discipline

-O-O-O-O-O-O-

1) Commission des subventions

Sous réserve de candidatures suffisantes, la Commission d'attribution des subventions comprend au minimum 8 membres, dont obligatoirement 4 membres du Conseil d'Administration lesquels peuvent être des personnes physiques distinctes des Administrateurs siégeant physiquement au sein du Conseil d'Administration de la SOCIETE.

Les membres sont désignés par le Conseil d'Administration parmi les Associés de la SOCIETE, et devront être représentatifs, autant que possible, de la diversité de la production musicale indépendante exploitée et commercialisée en France.

Le mandat des membres de la commission est de 3 ans. La moitié de ses membres est renouvelée tous les 2 ans.

Le mandat de chaque membre est renouvelable une fois. Chaque membre est soumis à une période d'inéligibilité d'un an chaque fois qu'il a accompli 2 mandats consécutifs.

Tout membre absent à plus de 3 commissions consécutives, sauf congé ou excuse valable et après avertissement, est considéré comme démissionnaire de fait.

La Commission nomme chaque année un Président pris parmi l'un des administrateurs en exercice. Le mandat du Président de la Commission est d'1 an, renouvelable une fois.

Elle siège sur convocation de l'administration de la SOCIETE toutes les fois que les besoins de réalisation de l'objet social de la SOCIETE l'exigent.

Elle assure l'instruction des demandes d'aides relevant des dispositions de l'article L. 324-17 du Code de la Propriété Intellectuelle et transmet un avis au Conseil d'Administration.

Si un membre a un intérêt direct ou indirect dans une ou plusieurs demandes d'aides examinées lors d'une commission, ce dernier n'assiste ni au débat ni au vote relatif à cette ou ces demande(s).

Tout Associé qui se trouverait dans l'une quelconque des trois (3) situations suivantes ne peut en aucun cas être éligible au titre des aides :

- tout Associé contre lequel la SOCIETE a engagé un contentieux,
- tout Associé en retard sérieux et persistant dans ses déclarations de phonogrammes et/ou de vidéogrammes au répertoire social de la SOCIETE, malgré des relances restées vaines,
- tout Associé qui ne respecterait les droits voisins des producteurs de phonogrammes et/ou de vidéogrammes dans le cadre d'une activité autre que celle qu'il exerce en sa qualité d'Associé, qui relèverait de la gestion collective de la SOCIETE (à titre d'exemple : un Associé qui exercerait, sous la même entité juridique ou sous une autre entité, une activité de diffuseur de phonogrammes et/ou de vidéogrammes gérés par la SOCIETE et qui n'aurait pas conclu de contrat général d'intérêt commun avec cette dernière, malgré des demandes de la SOCIETE, restées vaines).

Elle contrôle que les bénéficiaires des subventions attribuées par le Conseil d'Administration respectent leurs obligations à l'égard de la SOCIETE.

2) Commission de répartition

La Commission de répartition comprend cinq (5) membres maximum, dont obligatoirement 3 membres du Conseil d'Administration, désignés par le Conseil d'Administration.

La Commission nomme un Président, un Vice-Président et un Secrétaire Général pris parmi ses membres.

Elle siège sur convocation du Conseil d'Administration de la SOCIETE ou de l'administration de la SOCIETE toutes les fois que les besoins de réalisation de l'objet social de la SOCIETE l'exigent.

Elle formule toute proposition et avis au Conseil d'Administration pour la mise en œuvre de répartition équitable au bénéfice des Associés de la SOCIETE et des ayants droit.

3) Commission de conciliation et de discipline

La Commission de conciliation et de discipline comprend cinq (5) membres obligatoirement Administrateurs désignés par le Conseil d'Administration.

La Commission nomme un Président, un Vice-Président et un Secrétaire Général pris parmi ses membres.

Elle entend chacune des parties et toute autre personne qu'elle pourrait juger utile pour son information et établit obligatoirement un procès-verbal pour, soit constater la conciliation entre les parties, soit proposer une conciliation entre les parties et en informe le Conseil d'Administration, soit constater le défaut d'une des parties en établissant dans ce cas un procès-verbal de carence.

Cette Commission est décisionnaire et constate l'accord des parties.

En cas de non-conciliation, un procès-verbal fait état de cette non-conciliation.

Elle examine les éventuelles infractions commises par les Associés (contrefaçon, fausses déclarations, infractions aux Statuts et Règlement Général...) pouvant être portées à sa connaissance et soumet au Conseil d'Administration les éventuelles sanctions à prendre.

Chapitre IV - Candidatures aux Assemblées Générales Ordinaires et au Comité de surveillance

§I - Règles Générales

Article 35

Chaque candidat à l'élection au Conseil d'Administration ou au Comité de surveillance aviseront la SOCIETE de leur candidature soit par lettre recommandée avec accusé réception, soit par courrier électronique avec accusé réception, au Directeur Général de la SOCIETE (au plus tard à 19 heures, heure de Paris) ou déposés dans les locaux de la SOCIETE contre reçu aux heures d'ouverture de ses bureaux.

Les candidatures à l'une ou l'autre instance doivent parvenir à la SOCIETE au plus tard trente (30) jours avant la date de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Le candidat devra joindre une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne se trouve pas dans l'un des cas d'incompatibilité ou d'inéligibilité visées aux articles 9.1 et 9.2 des Statuts et qu'il jouit de ses droits civiques.

Les candidats ne peuvent se présenter à plusieurs mandats électifs au sein de la SOCIETE.

- le Conseil d'Administration fera établir un bulletin de vote unique pour les candidats au Conseil d'Administration et un bulletin de vote unique pour les candidats au Comité de surveillance.
- ils contiendront les noms de tous les candidats. En tête de chaque bulletin de vote, le Conseil d'Administration fera indiquer le nombre de candidats à élire au Conseil d'Administration et

au Comité de surveillance (au bas de ce bulletin, il y aura l'avis suivant : "*Ne laissez au maximum sur le bulletin que XX noms, faute de quoi ce bulletin sera annulé*").

Les Associés admis à voter aux Assemblées Générales pourront voter selon l'une quelconque des modalités qui leurs sont proposées.

Les Associés votent en séance, ou par voie électronique à distance si cette faculté existe, ou le cas échéant, par tout type de vote déterminé par le Conseil d'Administration.

En cas de vote électronique à distance, la SOCIETE communiquera à chaque Associé leur code d'accès personnel et confidentiel au site sécurisé dédié au vote électronique.

Les Associés seront avisés de l'ouverture et de la clôture du vote électronique à distance.

Le Conseil d'Administration a mission d'organiser et de veiller au bon déroulement de la tenue de chaque Assemblée Générale. L'ouverture et la clôture des opérations de vote sont constatées par le Bureau de chaque Assemblée Générale ou par huissier.

Le Conseil d'Administration pourra, le cas échéant, requérir le ministère d'un huissier de justice afin de veiller au bon déroulement en séance de la tenue de chaque Assemblée Générale.

Chapitre V - Président d'honneur et honorariat

§ I - Président d'honneur

Article 36

Sur proposition du Conseil d'Administration et après accord des personnes concernées, l'Assemblée Générale Ordinaire peut conférer le titre de Président d'honneur de la SOCIETE aux Associés ayant effectivement exercé la fonction de Président du Conseil d'Administration et ayant en cette qualité rendu des services éminents à la SOCIETE.

Les Présidents d'honneur de la SOCIETE ne sont éligibles qu'aux différentes Commissions, mais assistent de droit aux réunions du Conseil d'Administration avec voix consultative.

§ II - Honorariat

Article 37

Le Conseil d'Administration peut conférer, après accord des intéressés, l'honorariat aux Associés ayant effectivement exercé une fonction au sein du Conseil d'Administration.

Les Associés auxquels il est confié l'honorariat ne sont éligibles qu'aux différentes Commissions.



**LES DROITS DES PRODUCTEURS
DE PHONOGRAMMES ET DE VIDÉOGRAMMES
FRANÇAIS ET ÉTRANGERS
EN FRANCE**

**SOCIÉTÉ CIVILE DES PRODUCTEURS
DE PHONOGRAMMES EN FRANCE**



CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE EN FRANCE

Depuis le 1er juillet 1992, le Code de la Propriété Intellectuelle regroupe :

- Les dispositions de la **Loi du 3 juillet 1985** relative "aux droits d'Auteur et aux droits des Artistes-Interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle", qui reconnaît des droits aux producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et aux Artistes-Interprètes.
- Les dispositions de la **Loi du 11 mars 1957** sur la Propriété Littéraire et Artistique, laquelle reconnaît des droits aux Auteurs.

Le Code de la Propriété Intellectuelle confère des **droits patrimoniaux** spécifiques aux Artistes-Interprètes et aux **producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes**, ces derniers étant définis respectivement comme les **personnes, physiques ou morales, ayant l'initiative et la responsabilité de la première fixation d'une séquence son et d'une séquence d'images sonorisée ou non**.

Par ailleurs, des dispositions à caractère réglementaire viennent préciser les modalités d'application des articles instaurant le principe d'une Rémunération **Équitable** et d'un **droit à rémunération pour Copie Privée** (articles L. 214-1 et L.311-1 du Code la Propriété Intellectuelle).



DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

LES DROITS RECONNUS AUX PRODUCTEURS DE PHONOGRAMMES ET DE VIDÉOGRAMMES

I / LE DROIT EXCLUSIF D'AUTORISER OU D'INTERDIRE **(Articles L. 213-1 et L. 215-1 du Code de la Propriété Intellectuelle)**

1 - **La reproduction totale ou partielle** de leurs phonogrammes et / ou vidéogrammes, quelle que soit la destination de cette reproduction, à l'exception de la copie privée (voir supra page 4) et des exceptions au droit de reproduction limitativement énumérées à l'article L. 211-3 du Code de la Propriété Intellectuelle.

2 - **La mise à disposition du public pour un usage privé**, c'est-à-dire :

- à la vente)	Le producteur peut interdire certains
- à l'échange)	de ces modes d'exploitation de
- au louage)	ses phonogrammes et / ou vidéogrammes

3 - **La communication au public :**

- Des phonogrammes autres que celles mentionnées à l'article L. 214-1 du Code de Propriété Intellectuelle

- Des vidéogrammes :

Le Producteur peut interdire toute communication, directe ou indirecte, au public de ses vidéogrammes à l'exception des cas limitativement énumérés à l'article L. 211-3 ° du Code de la Propriété Intellectuelle.

II/ LES DROITS À RÉMUNÉRATION **(Articles L. 214-1 et L. 311-1 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle)**

Ces droits dont la gestion est confiée à des organismes de gestion collective (« OGC ») comprennent, aux termes des articles L. 214-5 et L. 311-6 du Code de la Propriété Intellectuelle :

1 - **Le droit à Rémunération Équitable** (équivalent à une licence obligatoire)

* Pour la communication directe des phonogrammes publiés à des fins de commerce dans un lieu public (autre que leur utilisation dans un spectacle).

* Pour la radiodiffusion et à la câblo-distribution simultanée et intégrale de ces phonogrammes, ainsi que la reproduction strictement réservée à ces fins, effectuée par ou pour le compte d'entreprises de communication audiovisuelle en vue de sonoriser leurs programmes propres diffusés sur leur

antenne ainsi que sur celles des entreprises de communication audiovisuelle qui acquittent la rémunération équitable.

* Pour la communication au public par un service de radio, au sens de l'article 2 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, à l'exclusion des services de radio dont le programme principal est dédié majoritairement à un artiste-interprète, à un même auteur, à un même compositeur ou est issu d'un même phonogramme.

Dans tous les autres cas, il incombe aux services de communication au public en ligne de se conformer au droit exclusif des titulaires de droits voisins dans les conditions prévues aux articles L. 212-3, L. 213-1 et L. 213-2. Il en va ainsi des services ayant mis en place des fonctionnalités permettant à un utilisateur d'influencer le contenu du programme ou la séquence de sa communication.

2 - Le droit à rémunération pour Copie Privée des phonogrammes et vidéogrammes, à condition que ceux-ci reproduisent une œuvre (au sens du Code de la Propriété Intellectuelle).

Les articles L. 214-1 et L. 311-1 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle disposent que ces rémunérations sont versées pour certaines utilisations de phonogrammes et reproductions de phonogrammes et / ou de vidéogrammes pour un usage strictement privé quelle que soit l'origine de ceux-ci. Cependant, les articles L. 214-2 et L. 311-2 du Code de la Propriété Intellectuelle énoncent expressément que, **sous réserve des Conventions Internationales, lesdits droits à rémunération ne sont répartis qu'aux Producteurs dont les phonogrammes et / ou vidéogrammes ont été fixés pour la première fois dans un État membre de la Communauté européenne.**



QUELQUES PRÉCISIONS UTILES

La loi de 1985 aujourd'hui codifiée est entrée en vigueur le 1er janvier 1986.

Les articles L. 214-1 2° (dernier paragraphe) et L. 311-7 du Code de la Propriété Intellectuelle fixent les modalités de répartition des droits à rémunération entre les différentes catégories de bénéficiaires.

. <u>Pour la Rémunération Équitable</u>	50,00 %)	Artistes
	50,00 %)	Producteurs
. <u>Pour la Copie Privée des phonogrammes</u>	50,00 %)	Auteurs
	25,00 %)	Artistes
	25,00 %)	Producteurs
. <u>Pour la Copie Privée des vidéogrammes</u>	33,33 %)	Auteurs
	33,33 %)	Artistes
	33,33 %)	Producteurs

Ces modalités de répartition revêtent un caractère d'ordre public.

Durée de protection des phonogrammes

Celle-ci étant de 50 ans, les phonogrammes fixés ou publiés antérieurement à l'année de droit considérée, moins 51 ans, ne sont pas pris en compte dans le cadre des répartitions de droits dus au titre des diffusions de l'année de droit considérée en application des dispositions de l'article L. 211-4, II du Code de la Propriété Intellectuelle. Pour chaque année suivante, cette règle est appliquée par glissement.

Toutefois la nouvelle loi du 20 février 2015 prévoit une durée de protection prolongée de 20 ans (soit 70 ans) , sous la condition suivante : lorsque la fixation du phonogramme fait l'objet d'une publication licite ou d'une communication licite au public durant la période initiale, la période supplémentaire s'applique aux phonogrammes fixés depuis le 1er novembre 2013 ainsi qu'aux phonogrammes fixés et publiés ou communiqués au public depuis le 1^{er} janvier 1963 et qui ne sont pas tombés dans le domaine public au 1^{er} novembre 2013.

Durée de protection des vidéogrammes

Celle-ci étant de 50 ans, les vidéogrammes fixés antérieurement à l'année de droit considérée, moins 51 ans, ne sont pas pris en compte dans le cadre des répartitions de droits dus au titre des diffusions de l'année de droit considérée en application des dispositions de l'article L. 211-4, III du Code de la Propriété Intellectuelle. Pour chaque année suivante, cette règle est appliquée par glissement.

Si durant cette période de 50 ans, un vidéogramme fait l'objet d'une mise à disposition du public par des exemplaires matériels ou d'une communication au public, les droits du producteur expirent 50 ans après le 1^{er} janvier de l'année civile suivant le premier de ces faits.

Enfin, en application des dispositions de l'article L. 324-17 du Code de la Propriété Intellectuelle, **les organismes de gestion collective doivent utiliser à des actions d'aide à la création, à la diffusion du spectacle vivant, au développement de l'éducation artistique et culturelle et à des actions de formation des artistes** : 25 % des sommes encaissées au titre de la Copie Privée et 100 % des sommes non répartissables encaissées au titre de la Rémunération Équitable.



DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

RÉMUNÉRATION ÉQUITABLE

Le montant et les modalités de versement de la Rémunération Équitable applicable aux radiodiffuseurs, aux discothèques et activités similaires, et aux établissements et lieux sonorisés, sont fixés par une Commission Administrative Paritaire instituée par l'article L. 214-4 du Code de la Propriété Intellectuelle.

Les barèmes adoptés pour ces trois catégories d'utilisateurs de musique pré-enregistrée sont publiés au Journal Officiel et s'imposent à ces usagers comme à la SPRÉ (société au sein de laquelle siègent les sociétés civiles représentant les Artistes – ADAMI et SPEDIDAM – et les Producteurs – SPPF et SPPF, dans le cadre de la SCPA) chargée en France de collecter la Rémunération Équitable.

L'ensemble des barèmes applicables de la Rémunération Équitable et de la Copie Privée sont disponibles sur le site internet de la SPPF dans la rubrique « [Législation](#) »,
ou sur le site de la SPRÉ (www.spre.fr)
ou de Copie France (www.copiefrance.fr).

APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE « MUSICIENS »

Mise en œuvre des dispositions de la Convention Collective applicables aux « Musiciens » dont la date d'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} avril 2009, suite à l'arrêté d'extension publié au JO le 28 mars 2009.

1) Champ d'application

Le champ d'application de la présente convention concerne les salariés composant le personnel des entreprises dont l'activité principale est la production, l'édition ou la distribution de phonogrammes ou de vidéogrammes musicaux ou d'humour.

Cette activité est répertoriée dans la nomenclature d'activités française notamment sous le code 22.1.G « Edition d'enregistrements sonores ».

Cette activité principale englobe tout ou partie des activités suivantes :

- ✓ Producteur de phonogrammes entendu comme la personne physique ou morale qui est titulaire sur un ou plusieurs phonogrammes des droits prévus à l'article L.213-1 du code de la propriété intellectuelle ;
- ✓ Et/ou éditeur de phonogrammes entendu comme la personne physique ou morale qui a la responsabilité de l'exploitation d'un ou plusieurs phonogrammes sur un territoire, notamment à travers sa publication ;
- ✓ Et/ou distributeur de phonogrammes hors activité de grossiste ou de détaillant ;
- ✓ Étant précisé que le producteur, l'éditeur ou le distributeur de phonogrammes peut également être amené à produire, éditer ou distribuer des vidéogrammes.

Le champ d'application géographique est constitué de la France métropolitaine et des départements d'Outre-mer

2) Annexe 3 articles III.24.3 et III.26 à 30 : Rémunérations complémentaires proportionnelles en cas de gestion collective du droit exclusif

À COMPTER DES EXPLOITATIONS DE L'ANNÉE DE DROIT 2009 :

Retenue de 6% sur les droits générés, dans le cadre du **Droit Exclusif géré collectivement par la SPPF**, par les vidéogrammes et les phonogrammes fixés en France et dans les DOM (déduction faite des frais de gestion SPPF).

3) Protocole Additionnel au titre III de l'annexe 3 : compléments de rémunérations

À COMPTER DES EXPLOITATIONS DE L'ANNÉE DE DROIT 1986 JUSQU'AU 31/12/2008 :

Retenue de 6.5% sur les droits générés, dans le cadre du **Droit Exclusif géré collectivement par la SPPF**, par les phonogrammes et les vidéogrammes fixés en France et dans les DOM avant le 1er juillet 1994 (hors Domaine Public).

Sont concernés les musiciens qui n'ont pas cédé leurs droits au producteur.

Ces rémunérations sont dues pour le cas où le paiement d'une rémunération au titre de modes d'exploitation autres que sous la forme de « phonogrammes publiés à des fins de commerce » n'a pas été convenu par contrat individuel.

En cas d'accord individuel conclu avec les artistes musiciens prévoyant le paiement d'un complément de rémunération, la contribution est réduite au prorata du nombre d'artistes n'ayant pas conclu d'accord individuel par rapport au nombre d'artistes concernés par l'enregistrement.

**ARTISTES MUSICIENS ET EXPLOITATIONS DE PHONOGRAMMES OU DE
VIDÉOGRAMMES GÉRÉES COLLECTIVEMENT CONCERNES**



Les musiciens concernés :

Les Artistes Musiciens concernés (**ceux qui ne sont pas sous contrat d'exclusivité**) et qui ont participé à l'enregistrement d'un phonogramme dans le cadre d'un contrat de travail français, quel que soit leur nationalité :

- **Les artistes musiciens**, c'est à dire les artistes interprètes instrumentistes de la musique non-signataires d'un contrat d'exclusivité avec l'employeur et dont l'absence n'est pas de nature à rendre impossible la fixation prévue par l'employeur.
- **Les artistes des chœurs**, c'est à dire les artistes engagés pour interpréter une œuvre lyrique au sein d'un ensemble vocal dénommé « chœur ».
- **Les artistes choristes**, c'est à dire les artistes chargés d'accompagner vocalement la prestation des artistes interprètes principaux.



Les exploitations de phonogrammes ou de vidéogrammes, relevant du droit exclusif, gérées collectivement concernées :

- Mode A :

- Le prêt de phonogrammes ;
- La sonorisation et l'exploitation de services audiotel à l'aide d'extraits de phonogrammes ;
- La mise à la disposition du public à la demande en téléchargement ou en flux continu (« streaming ») par un service de communication électronique de programmes composés pour partie de phonogrammes (« podcasting » ou programmes d'archives).

- Mode C :

- La diffusion de programmes visés à ce Mode à titre primaire sur l'Internet ou sur des réseaux câblés, ainsi que leur retransmission sur des réseaux de téléphonie mobile.

- Mode D :

- La réalisation et l'exploitation de bases de données pour la sonorisation de lieux publics ;
- La réalisation et la communication d'attentes musicales téléphoniques à l'aide d'extraits de phonogrammes ;
- Le stockage de phonogrammes à des fins d'archivage ou d'étude ;
- L'utilisation de phonogrammes publiés à des fins de commerce dans le cadre de l'illustration d'un spectacle, étant précisé que cette exploitation fait l'objet des stipulations particulières visées ci-après.

- en cas d'utilisation hors mode play-back = 20% des sommes nettes collectées

- en cas d'utilisation en mode play-back = 30% des sommes nettes collectées

- Mode E :

- La radiodiffusion télévisuelle de vidéomusiques.

- Mode F :

- La réalisation et l'exploitation de sites web à l'aide d'extraits de phonogrammes ;
- La réalisation et l'exploitation de bornes de consultation interactive dans les lieux publics à l'aide d'extraits de phonogrammes.

FAQ CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DE L'ÉDITION PHONOGRAPHIQUE (CCNEP)

De quoi s'agit-il ?

Il a été prévu que certaines catégories d'artistes recevraient de la part des producteurs de phonogrammes, une rémunération complémentaire proportionnelle, à hauteur de 6 % des sommes perçues pour l'utilisation des phonogrammes auxquels ils ont participé (6,5 % pour la régularisation du passé).

A qui s'applique la convention (CCNEP) ?

La convention s'applique à toutes les entreprises dont l'activité principale est l'édition phonographique.

Qui sont les artistes musiciens concernés par la CCNEP ?

Les artistes qui bénéficieront de la rémunération complémentaire proportionnelle sont :

- Les musiciens,
 - Les choristes,
 - Les artistes de chœurs,
- qui ont signé avec leur employeur un contrat de travail de droit Français.

Sont donc concernés, quelle que soit leur nationalité, tous les artistes qui ne sont pas sous contrat d'exclusivité et qui ont participé à l'enregistrement d'au moins un phonogramme.

Je ne relève pas de la CCNEP, quelles démarches dois-je effectuer auprès de la SPPF ?

Vous devez contacter la SPPF par courrier électronique à juridique@sppf.com afin qu'une extraction de l'intégralité de votre répertoire (phonogrammes et/ou vidéogrammes) vous soit adressée par courrier électronique sous forme de classeur au format EXCEL, auquel est joint le formulaire de garantie contre tout recours qui doit être complété, daté, signé et renvoyé impérativement à la SPPF avec le classeur EXCEL, dans lequel vous aurez préalablement cocher la case « R » pour renoncement à la CCNEP.

La SPPF ne procédera à aucun prélèvement sur les enregistrements que vous avez déclarés avec la clause de renoncement « R » à la CCNEP.

Quels sont les phonogrammes et/ou ou les vidéogrammes concernés par la CCNEP?

La CCNEP distingue 2 périodes :

- 1) Le protocole additionnel au titre III de l'annexe n° 3 prévoit un complément de rémunération pour les enregistrements (phonogrammes / vidéogrammes) produits **en France et dans les DOM** avant le 1er juillet 1994, dénommé « Fond de catalogue » ;
 - une retenue de 6,5 % sera pratiquée par la SPPF ou la SPPF sur les recettes, issues du droit exclusif, qu'elles exercent sur la base des mandats de gestion qui leur sont confiés par leurs associés respectifs, et qui sont générées depuis le 1er janvier 1986 jusqu'à la fin de l'année civile précédant la date d'entrée en vigueur de la CCNEP, soit jusqu'au 31 décembre 2008 ;

- en cas d'accord individuel conclu avec les artistes musiciens prévoyant le paiement d'un complément de rémunération pour les modes d'exploitation autre que sous la forme « de phonogrammes du commerce », la rémunération complémentaire est réduite au prorata du nombre d'artistes musiciens n'ayant pas conclu d'accord individuel par rapport au nombre d'artistes musicien concernés par les enregistrements.
- 2) L'annexe n° 3 articles III.24. 3 et III.26 à 30 prévoit une rémunération proportionnelle pour les enregistrements (phonogrammes /vidéogrammes) produits en France et dans les DOM, quelle que soit l'année de leur fixation :
- Une retenue de 6 % sera pratiquée par la SPPF ou la SPPF sur les recettes nettes, qu'elles ont encaissées déduction faite de leur frais de gestion respectif, issues du droit exclusif, qu'elles exercent sur la base des mandats de gestion qui leur sont par leurs associés respectifs, et qui sont générés à compter de l'entrée en vigueur du 1er avril 2009 ;
 - Cette rémunération sera répartie en fonction des enregistrements auxquels les artistes-musiciens ont participé et en fonction du nombre d'artistes-musiciens.

Je relève de la CCNEP mais certains phonogrammes et/ou vidéomusiques ne sont pas assujettis à la CCNEP, quelles démarches dois-je effectuer auprès de la SPPF ?

Important : rappel des règles

- Tout phonogramme et/ou vidéomusique fixé en France ou dans les DOM, dont tous les musiciens sont sous contrat d'exclusivité, ou pour lequel aucun musicien ne relève de la CCNEP, ou pour lequel il n'y a pas de musiciens, doit obligatoirement faire l'objet d'un renoncement lors de votre déclaration.
- Toute vidéomusique fixée en France ou dans les DOM, dont l'enregistrement sonore (phonogramme) n'est pas fixé en France ou dans les DOM doit obligatoirement faire l'objet d'un renoncement
- Tout renoncement doit être obligatoirement accompagné du formulaire de garantie contre tout recours

Vous devez contacter la SPPF par courrier électronique à juridique@sppf.com afin qu'une extraction de l'intégralité de votre répertoire (phonogrammes et/ou vidéomusiques) vous soit adressée par courrier électronique sous forme de classeur au format EXCEL, auquel est joint le formulaire de garantie contre tout recours qui doit être complété, daté, signé et renvoyé impérativement à la SPPF avec le classeur EXCEL, dans lequel vous aurez préalablement cocher la case « R » pour renoncement à la CCNEP.

La SPPF ne procédera à aucun prélèvement sur les enregistrements que vous avez déclarés avec la clause de renoncement « R » à la CCNEP. Vous devez penser à continuer à procéder aux éventuels renoncements « R » lors de vos nouvelles déclarations.

Pour les vidéomusiques assujetties à la CCNEP, quelles informations identifiant les musiciens dois-je fournir à la SPPF ?

Sauf exception, ce sont les phonogrammes qui sonorisent les vidéomusiques. Ce sont donc les musiciens qui ont participé aux phonogrammes dont les coordonnées doivent être transmises à la SPPF.

Sur quels types de droits les sommes seront-elles prélevées pour être reversées aux artistes musiciens ?

Seuls les droits exclusifs gérés collectivement sont concernés. Ces sommes ne sont en aucun cas prélevées sur la Rémunération Équitable et sur la Copie Privée.

A titre d'exemple les diffusions de vidéomusiques (lorsque la vidéomusique est sonorisée par un phonogramme soumis à la convention à la CCNEP), la réalisation et l'exploitation de programmes de musique d'ambiance pour la sonorisation de lieux publics, la réalisation et la communication d'attentes téléphoniques musicales...

Comment seront répartis les droits ?

Cette rémunération est due au *prorata numeris* du nombre d'artistes musiciens concernés n'ayant pas signé d'accords individuels avec les producteurs par rapport au nombre total des musiciens ayant participé à la fixation du phonogramme.

Y aura-t-il un effet rétroactif ?

Le protocole additionnel prévoit de verser aux artistes musiciens concernés une majoration de 0,5 %, s'ajoutant donc aux 6 %, pour les utilisations des phonogrammes auxquels ils ont participé avant la signature de la CCNEP, c'est à dire avant 2009.

Dans ce cas, seuls les phonogrammes fixés avant le 1er juillet 1994 seront concernés par cette régularisation (peu importe l'année de diffusion).

Les phonogrammes fixés entre le 1er juillet 1994 et jusqu'à la signature de la CCNEP seront exclus de la régularisation car les artistes concernés et les producteurs ont déjà négocié entre eux la cession de ce type de droits.

A compter de 2009, pour toutes les utilisations des phonogrammes dans le cadre du droit exclusif, les artistes concernés bénéficieront de la rémunération complémentaire proportionnelle, peu importe qu'ils aient négocié leurs droits avec le producteur.

Quelle est la nature juridique des rémunérations complémentaires proportionnelles ?

Il s'agit de redevances qui ne sont pas des salaires au sens des dispositions du code du travail.

Quelle est la nature juridique des compléments de rémunération visant le « fond de catalogue » ?

Ces sommes n'étant pas fonction du salaire perçu par l'artiste-musicien, elles ne sont donc pas assujetties à charges et contributions sociales salariales et n'ouvrent pas droit à congés payés.

La CCNEP s'applique-t-elle au Producteur en autoproduction ?

OUI. La convention s'applique pour les phonogrammes ou vidéogrammes produits en France ou dans les DOM.

Ma société a un siège social à l'étranger, suis-je soumis à la CCNEP ?

OUI, si le contrat de travail conclu entre le producteur et le ou les artistes musiciens est régi par le droit français.

Qui est habilité à pratiquer les retenues de 6,5 % et de 6 % fixées par la CCNEP sur les sommes encaissées dans le cadre des droits exclusifs confiés en gestion collective par les producteurs ?

C'est la SPPF (ou la SCPP pour ce qui concerne le répertoire qu'elle gère) qui effectue ces prélèvements sur les enregistrements éligibles déclarés à son répertoire social et pour les musiciens concernés.

Les retenues de 6,5 % et de 6 % fixées par la CCNEP sont-elles pratiquées également sur les sommes collectées au titre de la Rémunération Equitable ou de la Copie privée sonore ou audiovisuelle ?

NON. Les prélèvements sont pratiqués seulement sur les droits collectés et répartis par la SPPF selon leur répertoire pour des exploitations de phonogrammes et de vidéogrammes relevant du droit exclusif qu'elle gère collectivement.

Quelle est la finalité de la rémunération complémentaire pour le « Fond de catalogue » ?

Elle a pour objet d'apporter au producteur une sécurité juridique qui lui est indispensable de disposer aujourd'hui avec l'essor des nouveaux modes d'exploitation de la production musicale, lui permettant d'exploiter son fond de catalogue pour des exploitations nouvelles autres que la vente traditionnelle de supports dans le commerce, en contrepartie d'une rémunération à verser en faveur des artistes musiciens pour ces nouveaux modes d'exploitations qui n'existaient pas avant l'entrée en vigueur de la loi du 3 juillet 1985, ayant reconnu des droits dits « voisins » aux producteurs de phonogrammes ou de vidéogrammes et pour lesquels aucune rémunération n'était prévue dans le contrat individuel.

En cas d'accord individuel conclu avec les artistes musiciens prévoyant le paiement d'un complément de rémunération pour ces autres modes d'exploitations, la rémunération complémentaire est réduite au prorata du nombre d'artistes musiciens n'ayant pas conclu d'accord individuel par rapport au nombre d'artistes musiciens concernés par l'enregistrement.

Quelle est la finalité de la rémunération complémentaire proportionnelle en cas de gestion collective des droits exclusifs ?

Elle rémunère les modes d'exploitation de phonogrammes ou de vidéogrammes listés limitativement dans la CCNEP relevant du droit exclusif pour lesquels le producteur en a confié la gestion collective à sa société civile (SCPP ou SPPF).

Si vous ne trouvez pas la réponse à votre interrogation dans ce FAQ, vous pouvez contacter la SPPF par courrier électronique à agent@sppf.com

Politique de confidentialité

La Société Civile des Producteurs de Phonogrammes en France (SPPF) est particulièrement attentive à ce que la collecte et le traitement de vos données personnelles soient conformes à la législation applicable en matière de protection des données à caractère personnel (RGPD, loi informatique et libertés ...).

L'objectif de cette politique est de vous apporter une information transparente des traitements de données personnelles effectués par la SPPF. Dans ce qui suit le terme « Vous » ou « Vos » s'adresse à toute personne concernée par le traitement de données personnelles objet de la présente information.

Pourquoi et comment la SPPF traite vos données personnelles ?

Cette information s'adresse aux Associés de la SPPF. Les Associés ont la responsabilité de faire parvenir cette information à toutes les personnes dont les données sont transmises par leur intermédiaire à la SPPF.

La SPPF traite vos données personnelles aux fins de :

- Gestion de votre demande d'adhésions,
- Constitution du Répertoire Social constitué par vos déclarations de phonogrammes et de vidéogrammes,
- Exécution des mandats de gestion (obligatoire ou facultatif) que vous lui avez confiés,
- Conclusion de contrats généraux d'intérêt commun ou d'accords avec les utilisateurs de phonogrammes ou de vidéogrammes,
- Gestion de vos droits voisins (perception et répartition) dans le cadre de l'exercice collectif des droits patrimoniaux (droits à rémunération équitable et à copie privée, droits exclusifs à caractère patrimonial relatifs à l'utilisation des phonogrammes et vidéogrammes, tous droits analogues),
- Attribution d'aides à la création,
- Protection et défense des droits de propriété intellectuelle de ses associés (contrôle des utilisations, constatation des atteintes, action en justice),
- Défense de l'intérêt collectif de la profession,
- Organisation des assemblées générales de la SPPF et notamment du vote.

Pour respecter les exigences légales qui lui sont imposées, la SPPF peut également traiter vos données pour assurer la tenue de sa comptabilité et le suivi des frais de gestion.

La SPPF peut être amenée à communiquer avec ses Associés pour les informer notamment sur la gestion de leurs droits voisins et des aides, de l'actualité de la SPPF (ex : communiqués de presse, emailing...) ainsi que de la tenue d'événements (ex : assemblées générales, salons professionnels...). Ce traitement est mis en œuvre en se fondant sur l'intérêt légitime de la SPPF.

En toute hypothèse, la SPPF limite la collecte de vos données à caractère personnel aux données adéquates, pertinentes et strictement nécessaire aux traitements.

Quelles sont les données personnelles dont dispose la SPPF ?

Les catégories de données personnelles dont dispose la SPPF sont relatives à :

- Votre identité (nom, prénom ...),

- Vos coordonnées professionnelles ou personnelles (adresse postale, de messagerie électronique, numéros de téléphone fixe ou mobile)
- Vos coordonnées bancaires permettant le versement de vos droits ou aides,
- Vos données d'identification et d'authentification à votre espace associé,
- Des informations que vous lui fournissez en remplissant des formulaires ou en communiquant avec la SPPF par téléphone, par courrier papier ou électronique ou par tout autre moyen de communication,
- Des informations d'ordre économique et financière,
- Des données de connexion.

Ces données ont été collectées dans le cadre de la relation avec l'Associé de la SPPF. La non-fourniture des données que nous vous demandons peut avoir pour conséquence l'impossibilité de conclure ou exécuter ledit contrat.

Quels sont les destinataires des données personnelles ?

Vos données personnelles sont traitées par les services internes de la SPPF, les organismes sociaux, fiscaux et financiers, certains partenaires, ainsi que par des organismes de gestion collective établis dans ou hors de l'Union Européenne avec lesquels la SPPF a conclu un accord de représentation.

Pour certains traitements des transferts de données hors UE peuvent avoir lieu. Dans cette hypothèse nous nous engageons à respecter la réglementation applicable et à ne transmettre ces données que vers un pays reconnu comme « à protection adéquate » par la Commission européenne ou dans le cadre de clauses contractuelles type adoptées par la Commission européenne.

Pendant combien de temps sont conservées les données personnelles ?

Elles sont conservées pendant le temps de la relation avec la SPPF allongée de la prescription correspondante, sans préjudice des dispositions législatives ou réglementaires spécifiques à certaines catégories de données imposant une durée de conservation particulière ou la suppression de ces données.

Quels sont vos droits et comment les exercer ?

Sous réserve de dûment justifier de votre identité, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, de suppression, d'opposition, du droit de définir par anticipation des directives sur le traitement de vos données post-mortem et de portabilité des données nominatives que vous pouvez exercer :

- soit par courriel : à dpo@sppf.com ;
- soit par voie postale : à SPPF (Protection des données personnelles) - 63 boulevard Haussmann – 75008 Paris (France).

Vous pouvez également actualiser vos données sur le site www.sppf.com dans « Votre Espace ».

Vous pouvez introduire une réclamation relative aux traitements de vos données personnelles auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) – www.cnil.fr – 3 place de Fontenoy 75007 Paris (www.cnil.fr/fr/cnil-direct/question/844).